

# ECO

By Lodj

20  
Avr  
26

www.lodj.ma

# BUSINESS

PME

TPE

STARTUP



## LE CHEF DU GOUVERNEMENT

NI TRIOMPHALISME NI DÉNIGREMENT :  
LE VRAI BILAN D'UN MANDAT SOUS CONTRAINTES



@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

# SOMMAIRE

## EDITO

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT : NI TRIOMPHALISME NI DÉNIGREMENT : LE VRAI BILAN D'UN MANDAT SOUS CONTRAINTES

- 1- Croissance marocaine : un début 2026 plus solide mais déjà sous la menace de l'énergie
- 2- Nizar Baraka dévoile un programme XXL pour transformer les territoires
- 3- Casablanca-Settat : un milliard de dirhams levé, la Région change d'échelle
- 4- Ryad Mezzour fait le bilan pour l'industrie marocaine
- 5- Commerce extérieur : Omar Hejira place le digital et l'IA au cœur de la compétitivité marocaine
- 6- Kérosène sous tension : pourquoi le transport aérien entre dans une zone de turbulences
- 7- Gazoduc Maroc-Nigeria : accord intergouvernemental attendu en 2026
- 8- Classe moyenne marocaine : le pilier qui s'effrite sans tomber
- 9- La Banque mondiale alerte sur des fragilités économiques persistantes du Maroc
- 10- Mondial 2026 aux États-Unis : hôtels en repli, billets hors-sol, guerre en Iran... le grand refroidissement
- 11- Les Marocains, deuxième nationalité acheteuse de l'immobilier en Espagne
- 12- Transactions immobilières : l'attestation fiscale désormais dématérialisée
- 13- Crédit immobilier : les femmes empruntent en moyenne 6 % de plus que les hommes
- 14- Orientation post-bac au Maroc : ces métiers d'ingénieur Data que les familles regardent encore de loin
- 15- Éducation : Rahma Bourqia alerte sur l'urgence d'intégrer pleinement l'IA dans les apprentissages
- 16- Le durcissement de la législation marocaine contre le streaming illégal

**ECO**  
BUSINESS

By Ladj

  
Imprimerie Arrissala

**20**

AVR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI  
MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)

By Lodj

# BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS  
DE PERSONNES TOUCHÉES



## INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



## FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



## YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



## TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,  
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.

# LE CHEF DU GOUVERNEMENT : NI TRIOMPHALISME NI DÉNIGREMENT : LE VRAI BILAN D'UN MANDAT SOUS CONTRAINTE

**Devant les deux Chambres du Parlement, le chef du gouvernement a présenté un bilan de fin de mandat à la fois offensif, chiffré et très politique. Entre plaidoyer pour la stabilité, mise en avant de la "décennie sociale" voulue par l'État et défense d'une méthode fondée sur la décision plutôt que sur la polémique, l'exécutif a tenté de transformer sa reddition des comptes en acte de campagne avant l'heure.**

**Le rendez-vous avait valeur de séquence institutionnelle et le bilan présenté comme celui de la résistance et de la méthode**

En présentant devant le Parlement la synthèse de l'action gouvernementale 2021-2026, le chef du gouvernement n'a pas seulement aligné des indicateurs, des budgets et des pourcentages. Il a cherché à imposer un récit : celui d'un exécutif qui aurait gouverné dans la tempête, tenu le cap, absorbé les crises,

accélééré les réformes et préparé le terrain d'un Maroc plus solide, plus social et plus attractif.

Le ton du discours était clair dès les premières minutes. Il ne s'agissait pas d'un simple inventaire administratif, mais d'une tentative de donner un sens politique à cinq années marquées par l'inflation mondiale, les sécheresses successives, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, les secousses géopolitiques et les fortes attentes sociales. En substance, le message est le suivant : oui, la période fut rude ; oui, certaines décisions ont été coûteuses politiquement ; mais elles étaient, selon le chef du gouvernement, nécessaires pour préserver l'essentiel et préparer l'avenir.

Au cœur du discours, un mot revient sans cesse, parfois explicitement, parfois en creux : la crédibilité. Crédibilité d'un État qui assume, crédibilité d'une majorité qui gouverne, crédibilité d'une politique publique qui se juge à ses effets et non à ses slogans. Le chef du gouvernement insiste sur un point :

sa majorité aurait fait le choix de la décision plutôt que celui de la déclamation. Elle aurait gouverné "dans le dur", sans céder, dit-il, ni à la facilité ni à la tentation populiste.

Cette ligne n'est pas anodine. Elle vise à répondre à une critique récurrente : celle d'un pouvoir accusé par ses adversaires d'avoir trop parlé chiffres et pas assez vécu quotidien. En retour, le chef du gouvernement oppose une idée simple : le citoyen, dit-il en substance, ne mesure pas une équipe à ses intentions, mais à ses résultats. C'est donc à travers les chiffres que le bilan cherche à convaincre, avec un effort visible pour montrer que l'action publique a produit du concret. L'argumentation s'appuie aussi sur une activité législative dense, avec plus de 847 textes juridiques et réglementaires évoqués, plus de 110 lois et 609 décrets d'application mis en avant, ainsi qu'une forte interaction avec l'initiative parlementaire.

C'est sur le terrain économique que l'exécutif veut apparaître le plus solide. Le discours déroule une série de marqueurs destinés à accréditer l'idée d'un redressement.

Croissance remontée à 4,8 % en 2025 après 1,8 % en 2022, inflation ramenée à 0,8 % fin 2025 contre 6,6 % en 2022, déficit budgétaire réduit à 3,5 %, dette orientée à la baisse, recettes fiscales en nette hausse : la démonstration est conçue pour installer une image de maîtrise. À cela s'ajoute un plaidoyer pour l'investissement comme moteur central de la phase actuelle, avec un nouveau cadre, des dispositifs d'incitation renforcés et des montants engagés très élevés. Le gouvernement met en avant 381 projets validés pour 581 milliards de dirhams, avec à la clé 245.000 emplois directs et indirects annoncés.



Le discours insiste aussi sur la progression de l'investissement direct étranger, passé de 32,5 milliards de dirhams en 2021 à près de 56 milliards en 2025, ainsi que sur la montée de l'investissement public, de 230 à 380 milliards de dirhams entre 2021 et 2026. L'exécutif y voit une preuve de confiance, mais aussi un signal de repositionnement du Maroc dans une économie mondiale incertaine. Le chef du gouvernement tente ici de faire passer une idée politique forte : l'attractivité du pays ne serait plus seulement liée à sa stabilité, mais à sa capacité à devenir une base productive, industrielle, logistique et énergétique.

Mais c'est probablement sur le terrain social que le discours cherche à emporter l'adhésion la plus large. Car le gouvernement sait qu'en période de fin de mandat, la bataille des perceptions se joue moins sur les agrégats macroéconomiques que sur la question suivante : qu'est-ce qui a changé dans la vie des gens ?

Le chef du gouvernement répond par un triptyque : généralisation de la protection sociale, soutien social direct, revalorisations salariales. Il revendique l'extension de la couverture médicale à 15,5 millions de bénéficiaires supplémentaires, la prise en charge de plus de 27 milliards de dirhams de cotisations pour les populations vulnérables, ainsi qu'un dispositif de soutien social direct bénéficiant à près de 4 millions de familles, pour un total de 52 milliards de dirhams versés à fin janvier 2026. Le discours souligne aussi l'ampleur du soutien à l'enfance, aux veuves et aux personnes âgées.

À cela s'ajoutent les mesures de soutien au pouvoir d'achat : 135 milliards de dirhams mobilisés via la compensation pour contenir les prix des produits de base, accords de dialogue social touchant plus de 4,2 millions de salariés, hausse des salaires dans les secteurs public et privé, allègement de l'impôt sur le revenu, et mise en avant du programme d'aide directe au logement, qui aurait déjà permis à plus de 96.000 familles d'accéder à un logement. La logique du discours est nette : faire de l'État social non plus une promesse abstraite, mais le principal marqueur politique du quinquennat.

Sur les secteurs structurants (Santé, école, territoires), l'exécutif veut montrer qu'il n'a pas seulement géré l'urgence. Il prétend avoir investi dans la durée. Dans la santé, le budget passe selon le discours de 19,7 milliards de dirhams en 2021 à 42,4 milliards en 2026. Le gouvernement affirme avoir rénové ou lancé des centaines de structures, revalorisé les ressources humaines, engagé la numérisation et renforcé l'offre hospitalière. Dans l'éducation, il met en avant l'extension du préscolaire, le développement des "écoles pionnières", la hausse des capacités universitaires, la réforme du statut des enseignants et des accords sociaux coûteux mais politiquement assumés.

Le discours accorde aussi une place importante à la justice territoriale. C'est un point politiquement sensible. En rappelant la hausse des transferts aux collectivités, l'élargissement de l'accès aux services essentiels dans les communes, la relance de la régionalisation, la simplification des procédures administratives et la stratégie "Maroc Digital 2030", le chef du gouvernement veut montrer que la réforme ne se limite ni à Rabat ni aux grands centres urbains. C'est aussi une façon de répondre à une critique persistante : celle d'un développement marocain trop concentré, trop inégal, trop lent à corriger les fractures territoriales.

### Un discours de bilan, mais aussi un plaidoyer contre le "takhssir" politique

La fin de l'intervention est sans doute la plus révélatrice. Le ton s'y fait plus personnel, plus politique, parfois presque confessionnel. Le chef du gouvernement reconnaît implicitement que tout n'est pas réglé, que les attentes restent fortes, que cinq ans ne suffisent pas à réparer des décennies d'inégalités ou d'inerties. Mais il refuse frontalement ce qu'il considère comme une entreprise de dénigrement. Son message est limpide :

On peut discuter, contester, nuancer ; on ne peut pas, dit-il en substance, nier l'ampleur de ce qui a été engagé.

C'est là que le discours bascule clairement du bilan à la bataille narrative. Le gouvernement cherche à se présenter comme une équipe qui a choisi la retenue face aux attaques, la responsabilité face aux surenchères, et l'action face aux postures. Reste une question, plus décisive que toutes les autres : les Marocains retiennent-ils les mêmes marqueurs que ceux brandis à la tribune ? Car en politique, un bilan n'existe jamais seulement par les chiffres qu'il expose. Il existe aussi, et surtout, par la manière dont il est vécu, perçu et comparé. Et c'est précisément sur ce terrain-là que se jouera la vraie lecture de cette séquence parlementaire.

En présentant son bilan, le chef du gouvernement n'a pas seulement défendu une gestion. Il a défendu une méthode, un cap et déjà, en filigrane, une demande de prolongation politique. Les prochains mois diront si cette démonstration de force statistique se transforme en force de conviction dans le pays réel.



# CROISSANCE MAROCAINE : UN DÉBUT 2026 PLUS SOLIDE, MAIS DÉJÀ SOUS LA MENACE DE L'ÉNERGIE

**Le Maroc aborde 2026 avec un rythme de croissance plus soutenu qu'à la fin de 2025. La note de conjoncture du HCP décrit une économie portée par le rebond agricole, la tenue des services et une demande intérieure encore robuste. Mais ce tableau plus favorable reste fragile : la remontée des tensions géopolitiques et des prix énergétiques pourrait rapidement brouiller l'horizon.**

## **Une fin d'année 2025 tenue par la consommation et l'investissement**

Au quatrième trimestre 2025, la croissance du PIB s'est établie à 4,1%, contre 4% un trimestre plus tôt. Ce léger mieux s'est construit sur une base surtout intérieure. La consommation des ménages a progressé de 4,4%, soutenue par l'amélioration de l'emploi et des salaires. L'investissement, lui, est resté vigoureux à 8,5%, même s'il a commencé à ralentir après le pic de 15% observé au troisième trimestre. Dans le même temps, les industries manufacturières ont surpris positivement avec une hausse de 4,1%, tirée notamment par l'agroalimentaire et la pharmacie.

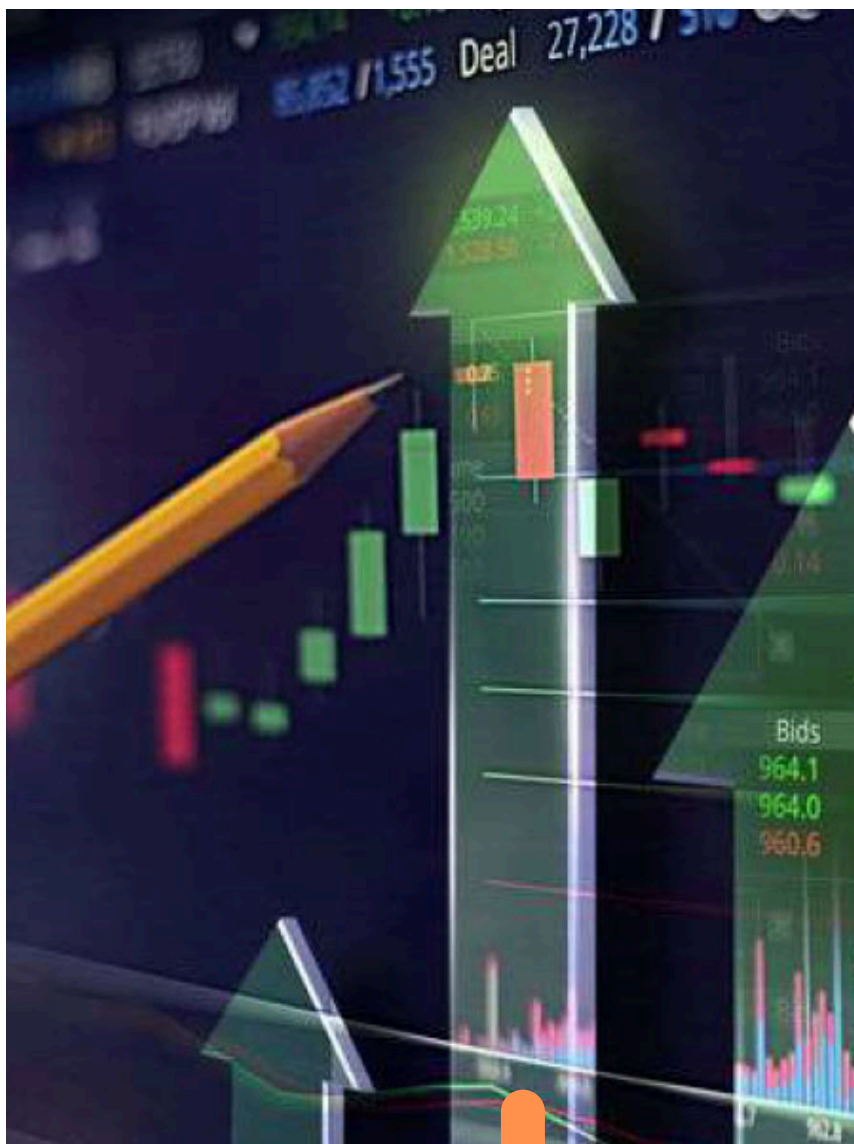
Le commerce extérieur, en revanche, a continué à freiner l'activité. Les exportations n'ont progressé que de 6,1%, alors que les importations ont bondi de 10%. Autrement dit, la machine intérieure a tourné, mais avec un coût externe élevé. Le document note toutefois un léger allègement de la facture commerciale, réduite de 0,2 point de PIB grâce au reflux relatif des prix à l'import. Sur le plan macroéconomique, un autre signal mérite attention : le besoin global de financement de l'économie est revenu à 11,6 milliards de dirhams, contre 12,3 milliards le trimestre précédent, tandis que le déficit budgétaire s'est allégé.

## **Premier trimestre 2026 : le retour spectaculaire de l'agriculture**

Le véritable changement intervient au premier trimestre 2026. Le HCP estime que la croissance aurait atteint 5% en glissement annuel. Cette accélération repose d'abord sur un choc pluviométrique très favorable.

L'activité agricole aurait progressé de 14,8%, apportant à elle seule 1,5 point à la croissance, contre 0,5 point auparavant. La pluviométrie aurait été excédentaire de 86,6% par rapport à une année normale, ce qui change radicalement la donne pour le monde rural et, par diffusion, pour l'ensemble de l'économie.

Hors agriculture, le rythme reste néanmoins correct, à 3,8%. Les services continuent d'avancer à 4,3%, tandis que l'industrie manufacturière tient bon. En revanche, les industries extractives et la construction restent plus fragiles. Côté demande, la dynamique demeure présente mais se normalise : la demande intérieure progresserait de 4,8%, contre 6,2% au trimestre précédent. La consommation des ménages resterait solide à 4,6%, alors que l'investissement poursuit son atterrissage progressif après plusieurs trimestres de forte expansion.



## Inflation en repli, crédit en hausse, Bourse en correction

Autre fait marquant : l'inflation globale serait retombée à -0,1% au premier trimestre 2026, sous l'effet d'un recul des prix alimentaires de 1,1%. Les baisses de l'huile d'olive et des viandes ont compensé la hausse des produits frais. L'inflation sous-jacente ressortirait même à -1%, un chiffre inhabituel qui traduit une détente réelle, au moins temporaire, sur les prix. Parallèlement, les conditions monétaires restent souples : les créances sur l'économie augmenteraient de 8,2%, les réserves officielles de 25,2%, et Bank Al-Maghrib maintiendrait son taux directeur à 2,25%.

Le tableau n'est pourtant pas uniformément positif. Le marché boursier corrige après l'envolée de 2025 : au premier trimestre 2026, le MASI aurait reculé de 3,4% en glissement annuel, tandis que le volume des transactions aurait chuté de 19,7%. Le dirham, lui, se serait déprécié de 3,5% face à l'euro mais apprécié de 7% vis-à-vis du dollar.



## Un deuxième trimestre prometteur, mais sous condition

Pour le deuxième trimestre 2026, le HCP table sur une croissance de 4,7%, avec un Brent attendu entre 85 et 100 dollars le baril dans son scénario central. Le pari est clair : si les tensions énergétiques se stabilisent, le Maroc peut prolonger sa séquence de reprise. Mais si le choc pétrolier s'aggrave, la facture pourrait vite remonter, en particulier pour la pêche, la chimie, la métallurgie et les matériaux de construction. En clair, l'économie marocaine respire mieux, mais elle n'est pas encore à l'abri d'un retour du vent contraire.

# NIZAR BARAKA DÉVOILE UN PROGRAMME XXL POUR TRANSFORMER LES TERRITOIRES

## Routes, eau, ports : Nizar Baraka met 73 milliards de DH sur la table

Il y a parfois des chiffres qui passent comme une ligne dans un communiqué. Et puis il y a ceux qui racontent, à eux seuls, une ambition de pays. Soixante-treize milliards de dirhams. C'est le volume des marchés que prévoit le ministère de l'Équipement et de l'Eau pour l'année 2026 dans le bâtiment et les travaux publics. Un montant colossal, presque vertigineux, qui donne la mesure d'un Maroc en chantier, d'un Maroc qui creuse, relie, protège, répare et prépare l'avenir.

Derrière ce chiffre, présenté le mardi 7 avril, il n'y a pas seulement des budgets, des lignes comptables ou des appels d'offres. Il y a une vision territoriale. Il y a des routes qui doivent désenclaver, de l'eau qu'il faut sécuriser, des ports qu'il faut renforcer, des stades qu'il faut moderniser, des hôpitaux et des universités qu'il faut construire. En un mot : il y a un pays qui investit dans ses nerfs vitaux.

Le programme prévisionnel des marchés du BTP pour 2026 atteint ainsi 73 milliards de DH, en hausse de 4 % par rapport à 2025. Une progression qui peut sembler technique sur le papier, mais qui traduit en réalité une continuité politique claire : celle d'un État qui mise sur l'infrastructure comme levier de croissance, de cohésion sociale et de rééquilibrage territorial.

La répartition de cette enveloppe dit beaucoup des priorités publiques. En tête, les équipements publics absorbent 28,8 milliards de DH. Juste derrière, les routes et autoroutes mobilisent 21,8 milliards. L'eau et la météorologie suivent avec 18,3 milliards, tandis que le secteur portuaire et maritime concentre 4 milliards. À cela s'ajoutent 2,6 milliards de DH consacrés aux études et aux prestations de contrôle, comme pour rappeler qu'avant le béton, il faut aussi du diagnostic, de l'ingénierie et de l'anticipation.

C'est peut-être du côté de l'eau que le programme prend sa dimension la plus stratégique. Car au Maroc, l'eau n'est plus seulement une ressource : elle est devenue une question de souveraineté, de résilience et parfois même d'urgence. Le ministère prévoit ainsi la réalisation de grands, moyens et petits barrages, des projets d'alimentation en eau potable en milieu rural, des dispositifs de protection contre les inondations et le développement d'équipements hydromécaniques. À eux seuls, trente-six petits barrages représentent un investissement de 2,1 milliards de DH. Huit cent cinquante forages sont également programmés. Derrière ces chiffres, il faut imaginer des villages mieux alimentés, des territoires moins vulnérables, des villes mieux préparées aux tensions hydriques.

Quelques noms émergent déjà comme des repères dans cette géographie de l'investissement : le barrage Sidi Abbou à Khénifra, celui de Sidi Rhoumane à Larache, mais aussi des projets à Chefchaouen ou Figuig. D'autres opérations concernent directement l'alimentation en eau potable de villes comme Marrakech, Agadir ou Boujdour, avec en toile de fond le dessalement et le renforcement des réseaux. Le message est clair : l'eau n'est plus un dossier sectoriel, c'est un front national.

Sur les routes aussi, l'effort est massif. Le programme routier prévoit mille sept cent soixante-huit kilomètres de maintenance, plus de quatre cents kilomètres de voies express, des projets autoroutiers stratégiques et des opérations de réhabilitation post-inondations. Là encore, le chantier est autant économique que territorial. Une route, au Maroc, ce n'est jamais seulement un axe. C'est souvent une promesse d'accès, de fluidité, de commerce, parfois même de dignité.



Parmi les projets structurants, la voie express Aïn Aouda-Oued Zem, estimée à 1,9 milliard de DH, et la voie express Fès-Taounate, à 1,56 milliard, donnent le ton. Mais l'un des dossiers les plus emblématiques reste l'autoroute Guercif-Nador, estimée à 7,9 milliards de DH, avec une mise en adjudication partielle prévue en 2026. Ce projet, à lui seul, symbolise l'idée d'un maillage plus dense et plus ambitieux entre les territoires.

Côté maritime, le programme portuaire et littoral ne se limite pas à la logistique. Il touche aussi à la protection côtière, à la sécurisation des installations existantes et à l'extension des capacités. Safi, Legzira, Agadir, Tan-Tan, Laâyoune, Dakhla : plusieurs points du littoral sont concernés. Et au centre de cette dynamique, il y a évidemment le port Dakhla Atlantique, dont le taux d'avancement atteint déjà 56 %. Un chantier qui dépasse la seule dimension portuaire et s'inscrit dans une projection stratégique du Maroc vers l'Atlantique.

Mais c'est du côté des équipements publics que l'investissement prend son visage le plus visible pour les citoyens. Avec 28,8 milliards de DH, ce poste devient le premier du programme. Pas moins de 764 appels d'offres sont attendus en 2026, dont 428 projets de travaux et 336 études et prestations de contrôle. Les infrastructures sanitaires représentent 30 % de ces investissements, tandis que les stades et équipements sportifs en absorbent 54 %.

Le Grand Stade de Casablanca, à plus de 6,3 milliards de DH, en constitue l'un des symboles les plus spectaculaires. La rénovation des stades de Rabat, Marrakech et Agadir pour la Coupe du monde 2030 confirme cette accélération sportive. Mais le programme ne se résume pas au football. Il comprend aussi des centres hospitaliers universitaires, notamment à Errachidia et Béni Mellal, ainsi que des infrastructures universitaires à Rabat et Guelmim. Autrement dit, il y a dans ce plan du prestige, certes, mais aussi du service public.



Au fond, ce programme 2026 raconte un choix économique assez net. Le BTP continue de jouer au Maroc un rôle de moteur. Le secteur représente près de 6 % du PIB en 2025, pèse 1,3 million d'emplois, soit 12 % de la population active, et a généré 64.000 créations nettes d'emplois la même année. Pour 2026, le ministère anticipe environ 22,2 millions de journées de travail, principalement dans les routes et dans l'eau.

**Reste bien sûr la question décisive : celle de l'exécution. Car les grands chiffres séduisent toujours, mais ce sont les chantiers livrés, les délais tenus et les territoires réellement servis qui feront la différence. Entre l'annonce et la transformation concrète, il y a tout l'enjeu de l'efficacité publique.**

Le pari, désormais, n'est plus seulement d'annoncer, mais de livrer. Et sur ce terrain, le ministère de l'Équipement et de l'Eau part avec un capital de crédibilité réel. L'expérience passée, la conduite de grands chantiers et la capacité de mobilisation de ses équipes plaident en faveur d'une exécution maîtrisée. Lorsque la gouvernance est claire dans le cadre d'une vision Royale bien établie, la planification rigoureuse et la volonté publique assumée, les projets ont davantage de chances d'aboutir dans les délais et avec l'impact attendu. C'est sans doute là que se joue, au fond, la vraie différence entre une promesse budgétaire et une transformation concrète du territoire.

Une chose est sûre : avec 73 milliards de dirhams de marchés prévus, 2026 ne sera pas une année ordinaire pour le BTP marocain. Ce sera une année-test. Une année où le pays, à travers ses routes, son eau, ses ports et ses équipements, cherchera à démontrer qu'investir massivement peut encore rimer avec structurer durablement.

La Région Casablanca-Settat a officialisé, jeudi 16 avril 2026, une émission obligataire régionale de 1 milliard de dirhams sur le marché des capitaux marocain. Une opération inédite par son ampleur, qui ouvre une nouvelle phase dans le financement des territoires, entre crédibilité retrouvée, appui international et ambition verte.

### Une opération financière qui marque un tournant

La Région Casablanca-Settat vient de franchir un seuil politique et financier important. En levant 1 milliard de dirhams à travers un emprunt obligataire régional, elle ne signe pas seulement une opération de trésorerie ou de refinancement. Elle pose un acte institutionnel. Celui d'une collectivité territoriale qui entend accéder à des mécanismes de financement plus sophistiqués, plus ambitieux aussi, pour accompagner ses projets structurants.

Dans le paysage marocain, cette émission n'est pas anodine. Elle traduit une évolution du rôle des Régions, appelées non plus seulement à gérer des enveloppes publiques dans un cadre classique, mais à construire une véritable ingénierie financière au service du développement territorial. Le signal est clair : Casablanca-Settat veut peser davantage, investir davantage, et surtout financer autrement son avenir.

L'opération a suscité l'intérêt de plusieurs investisseurs institutionnels de premier plan. Parmi les souscripteurs figurent la CDG, la Banque Centrale Populaire,

# CASABLANCA-SETTAT : UN MILLIARD DE DIRHAMS LEVÉ, LA RÉGION CHANGE D'ÉCHELLE

BMCE Capital Gestion, CIH Capital Management, Wafa Gestion, Marogest et Upline Capital Gestion. À cette mobilisation nationale s'ajoute un soutien international particulièrement significatif : celui de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La BERD a annoncé un investissement de 400 millions de dirhams dans cette émission. Ce montant représente à lui seul un signal de confiance. Mais l'appui de l'institution européenne ne s'arrête pas là. Une assistance technique de 2 millions d'euros accompagnera également la Région pour préparer et déployer un plan d'action orienté vers une Région verte.

Ce point mérite d'être souligné. Car au-delà de la levée de fonds, l'enjeu est aussi celui de la transformation du modèle régional : amélioration des performances financières, modernisation des outils de gestion, transformation numérique et préparation d'un cadre plus robuste de pilotage administratif et budgétaire.

Les fonds levés doivent servir à soutenir les projets inscrits dans le Plan de Développement Régional 2022-2027. Il s'agit donc d'un financement directement relié à des chantiers structurants, avec l'idée de donner à la Région des marges supplémentaires pour accélérer la mise en œuvre de ses priorités.

Dans le même mouvement, Casablanca-Settat ouvre la voie à son intégration dans le programme Green Cities de la BERD, dédié aux solutions urbaines durables et innovantes. Là encore, la portée du geste dépasse le simple financement. La Région cherche à se positionner dans une logique d'attractivité, de soutenabilité et de transformation des politiques publiques territoriales.



Autrement dit, l'emprunt obligataire n'est pas seulement une réponse à un besoin d'argent. C'est un outil de repositionnement stratégique. Une manière d'inscrire le développement régional dans une logique plus moderne, plus lisible, et potentiellement plus exigeante en matière de gouvernance.

Le communiqué insiste sur un élément essentiel : cette opération intervient après un travail d'assainissement en profondeur de la dette régionale. C'est un point décisif. Car aucune collectivité ne peut espérer convaincre les marchés si sa trajectoire financière demeure floue ou fragile. La Région affirme avoir réduit ses engagements de dette de 1 milliard 31 millions de dirhams depuis le 1er octobre 2021, avant de procéder à cette émission.

Dans le même temps, elle indique avoir engagé 10 milliards de dirhams d'investissements programmés, dont 7 milliards déjà payés sur la même période. Ces chiffres sont loin d'être secondaires. Ils servent à installer un récit de sérieux budgétaire, de continuité d'investissement et de montée en puissance institutionnelle.

Le message envoyé aux investisseurs est limpide : la Région ne vient pas chercher de l'argent pour combler une faille, mais pour appuyer une dynamique, après avoir restauré sa crédibilité. C'est cette séquence qui donne du poids à l'opération.



Cette émission s'inscrit aussi dans les orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste, notamment sur la diversification des sources de financement des Régions, rappelées lors des Assises de la Régionalisation avancée de Tanger. Le rappel n'est pas simplement protocolaire. Il inscrit l'opération dans une trajectoire politique nationale : celle d'une régionalisation qui ne soit pas seulement administrative, mais également financière.

En réalité, c'est sans doute là que réside la portée la plus intéressante de cette émission obligataire. Casablanca-Settat sert de laboratoire. Si l'expérience réussit, elle pourrait ouvrir un précédent pour d'autres Régions du Royaume. Si elle échoue ou si les résultats concrets tardent à apparaître, elle nourrit au contraire les réserves de ceux qui considèrent que l'accès direct des collectivités au marché des capitaux reste une voie risquée.

C'est donc une opération à la fois prometteuse et scrutée. Prometteuse, parce qu'elle montre qu'une Région peut élargir ses instruments de financement. Scrutée, parce qu'elle engage désormais la collectivité sur un terrain où la crédibilité ne se proclame pas, mais se mesure dans la durée.

Avec cette levée de 1 milliard de dirhams, Casablanca-Settat ne réalise pas seulement une performance financière. Elle tente un changement de statut. D'une Région gestionnaire, elle veut devenir une Région stratège, capable d'attirer les investisseurs, de structurer sa dette, de financer ses priorités et de verdir son modèle de développement. Reste désormais l'essentiel : transformer cette réussite financière en résultats visibles sur le terrain. Car sur les marchés comme dans les territoires, la confiance se gagne une première fois par les chiffres, mais elle ne dure que si elle se confirme par les faits.



# RYAD MEZZOUR FAIT LE "BILAN" POUR L'INDUSTRIE MAROCAINE

## Ryad Mezzour met en avant un cap solide, entre performance, compétitivité et justice territoriale

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a livré un tableau résolument optimiste de la trajectoire industrielle du Maroc, en soulignant une accélération marquée de la dynamique du secteur depuis 2025. À l'entendre, les indicateurs parlent d'eux-mêmes : le chiffre d'affaires industriel a été multiplié par plus de six, les exportations par neuf, tandis que les effectifs ont triplé. Des chiffres impressionnants, qui traduisent une montée en puissance rapide de l'appareil productif national et confortent l'ambition du Royaume de s'imposer comme une plateforme industrielle de référence à l'échelle régionale et continentale.

Cette lecture positive repose sur un constat simple : l'industrie marocaine n'est plus seulement un levier de production, elle devient un pilier stratégique de souveraineté économique, de création d'emplois et d'attractivité internationale. Dans un contexte mondial marqué par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, la fragmentation géopolitique et la montée des exigences environnementales,

le Maroc semble vouloir transformer les incertitudes extérieures en opportunités de repositionnement.

La progression évoquée par le ministre illustre ainsi une mutation plus profonde. Derrière les performances chiffrées, c'est tout un modèle industriel qui cherche à changer d'échelle. Le pays ne se contente plus d'attirer des investissements pour produire à coût compétitif ; il veut désormais renforcer sa capacité à produire mieux, à exporter davantage de valeur ajoutée et à s'inscrire dans les nouvelles exigences de l'économie mondiale. En d'autres termes, l'heure n'est plus seulement à la croissance quantitative, mais à la consolidation qualitative.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrivent les priorités annoncées à l'horizon 2030. Le premier chantier est celui de la compétitivité. Dans une compétition internationale de plus en plus rude, le Maroc devra continuer à améliorer son environnement industriel, réduire les coûts logistiques, fluidifier les procédures et stimuler l'innovation. Car une industrie qui croît vite mais peine à gagner en productivité risque tôt ou tard de buter sur ses propres limites. La compétitivité ne se décrète pas ; elle se construit dans la durée, par la qualité des infrastructures, des compétences, de l'énergie disponible et de la gouvernance.



Le deuxième axe est celui de la valeur ajoutée. Là encore, le message est clair : il ne suffit plus d'assembler ou de transformer à faible intensité technologique. Le défi est de faire monter l'industrie marocaine en gamme, de l'ancrer davantage dans la recherche, l'ingénierie, la transformation avancée et les métiers de demain. Cette orientation est décisive. Une industrie plus sophistiquée résiste mieux aux chocs, rémunère mieux le travail et permet une insertion plus favorable dans les chaînes de valeur mondiales.

Mais le troisième pilier, sans doute le plus structurant pour les années à venir, concerne la décarbonation. Le ministre l'a rappelé : l'avenir industriel se jouera aussi sur la capacité du Maroc à intégrer les standards environnementaux qui s'imposent désormais à l'échelle internationale. L'industrie de demain sera verte ou sera pénalisée. Entre les nouvelles normes aux frontières, la pression des marchés européens et les exigences des investisseurs, la transition écologique n'est plus un supplément d'âme. Elle devient une condition de compétitivité. Pour le Maroc, qui mise déjà sur les énergies renouvelables, l'enjeu est de convertir cet avantage en véritable levier industriel.

Au-delà des performances globales, Ryad Mezzour a également insisté sur une question politiquement sensible et économiquement décisive : la répartition équilibrée des investissements industriels. C'est un point essentiel. Une croissance concentrée sur quelques pôles seulement peut produire de la richesse, mais elle peut aussi nourrir les fractures territoriales. Parler de justice territoriale dans la politique industrielle, c'est reconnaître que l'usine, la zone industrielle, la plateforme logistique ou l'écosystème productif sont aussi des instruments d'aménagement du territoire.

Le message du ministre est donc double. Oui, l'industrie marocaine avance vite. Oui, les résultats sont encourageants. Mais la prochaine étape ne consistera pas seulement à faire plus ; elle consistera à faire mieux, plus vert et plus équilibré. C'est là que se jouera la crédibilité du cap 2030. Car une industrie forte n'est pas seulement celle qui exporte davantage. C'est aussi celle qui crée une prospérité plus dense, plus durable et mieux partagée.



# COMMERCE EXTÉRIEUR : OMAR HEJIRA PLACE LE DIGITAL ET L'IA AU CŒUR DE LA COMPÉTITIVITÉ MAROCAINE

**Le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Omar Hejira, a mis l'accent sur un enjeu devenu central pour l'avenir économique du Maroc : la digitalisation et l'intelligence artificielle. Dans un monde où les transformations technologiques s'accroissent à un rythme inédit, il a rappelé que la compétitivité ne se joue plus seulement sur les coûts, les infrastructures ou la proximité géographique des marchés. Elle se joue désormais aussi sur la capacité des entreprises et des États à intégrer rapidement les outils numériques, à exploiter la donnée et à faire de l'innovation un réflexe permanent.**

Le constat est clair : l'économie mondiale est entrée dans une phase où le numérique n'est plus un simple support de modernisation, mais un moteur structurant de performance. Les échanges commerciaux internationaux, la gestion logistique, le marketing, la relation client, l'analyse prédictive ou encore la prise de décision stratégique reposent de plus en plus sur des technologies intelligentes et des systèmes digitalisés. Dans cet environnement mouvant, rester à l'écart du virage numérique reviendrait, pour un pays comme le Maroc, à prendre le risque d'un décrochage progressif.

C'est précisément ce que souligne Omar Hejira lorsqu'il affirme que la transformation digitale n'est plus une option. La formule peut sembler attendue, mais elle recouvre une réalité très concrète. Aujourd'hui, pour accéder durablement aux marchés internationaux, il ne suffit plus de produire correctement ou à des coûts compétitifs. Il faut aussi répondre aux standards de rapidité, de traçabilité, de conformité, de transparence et de réactivité imposés par la nouvelle économie mondiale. Or ces exigences passent de plus en plus par des plateformes numériques, des systèmes automatisés et des outils d'intelligence artificielle capables de gagner du temps, de réduire les marges d'erreur et d'améliorer la précision des opérations.

Pour les entreprises marocaines, le sujet est donc moins théorique qu'il n'y paraît. La digitalisation peut transformer leur manière de produire, de vendre, de gérer leurs stocks, de suivre leurs flux ou d'anticiper la demande. Quant à l'intelligence artificielle, elle ouvre des perspectives plus larges encore : optimisation des chaînes logistiques, analyse des marchés, automatisation de certaines tâches, personnalisation de l'offre, détection des signaux faibles et amélioration de la productivité globale. Dans un contexte de concurrence internationale intense, chaque gain d'efficacité peut faire la différence.



Mais au-delà de la productivité, Omar Hejira insiste aussi sur l'innovation. Et c'est sans doute là le point le plus stratégique. Une économie qui se numérise sans innover risque de ne faire que suivre le mouvement. En revanche, une économie qui combine digitalisation et capacité créative peut monter en gamme, mieux valoriser ses savoir-faire et conquérir de nouveaux segments. L'enjeu pour le Maroc n'est donc pas seulement d'utiliser des technologies importées, mais de favoriser un véritable écosystème d'adaptation, de création et d'appropriation. Le numérique doit devenir un langage économique courant, pas un outil réservé à une minorité de grandes structures.



Cette ambition suppose toutefois une accélération réelle. Car parler de transition digitale est une chose ; la généraliser dans le tissu productif en est une autre. Le défi marocain se situe précisément là. Il faudra accompagner les PME, réduire les inégalités d'accès aux outils numériques, renforcer les compétences, former aux nouveaux métiers et diffuser une culture technologique à l'échelle de l'économie tout entière. Le risque, sinon, serait de voir émerger un Maroc numérique à deux vitesses : d'un côté quelques entreprises très avancées, connectées aux marchés mondiaux ; de l'autre, un large tissu économique qui peine encore à franchir le cap.

Le message porté par Omar Hejira s'inscrit ainsi dans une vision plus large : celle d'un Maroc qui ne veut pas subir les mutations du commerce mondial, mais s'y adapter avec méthode et ambition. Le digital et l'intelligence artificielle ne sont pas des gadgets de modernité. Ils deviennent des outils de souveraineté économique, de compétitivité exportatrice et d'attractivité.

Ministre déléguée auprès du chef du gouvernement chargée  
de la transition numérique et de la réforme de l'administration



La question n'est donc plus de savoir si cette transition doit avoir lieu, mais à quelle vitesse elle sera menée. Dans l'économie numérique, les places se prennent vite et les retards coûtent cher. Pour le Maroc, l'enjeu est simple : transformer cette mutation technologique en levier de puissance économique, plutôt qu'en facteur de dépendance. C'est à cette condition que le numérique pourra réellement devenir un accélérateur de croissance, d'innovation et d'ouverture sur le monde.

# KÉROSÈNE SOUS TENSION : POURQUOI LE TRANSPORT AÉRIEN ENTRE DANS UNE ZONE DE TURBULENCES

La menace n'est pas encore celle d'un arrêt massif des avions au sol, mais celle d'un étranglement progressif. Depuis le déclenchement de la guerre autour de l'Iran, le marché du kérosène s'est brutalement tendu, les routes logistiques se compliquent et les compagnies aériennes voient revenir un vieux cauchemar : voler plus cher, avec moins de visibilité. Derrière la hausse des billets, c'est toute la fragilité énergétique du transport aérien mondial qui refait surface.

## Un marché qui ne manque pas encore partout, mais qui se crispe vite

Au 14 avril 2026, la Commission européenne affirme qu'il n'existe pas, à ce stade, de pénurie de kérosène dans l'Union européenne. La formule est importante. Elle ne signifie pas que tout va bien ; elle signifie que l'on n'a pas encore basculé dans la rupture ouverte. Car dans le même temps, Bruxelles reconnaît que les inquiétudes sont réelles et que la situation est suivie comme une priorité, tant la guerre en Iran, les fermetures d'espaces aériens et les perturbations régionales ont bouleversé la chaîne d'approvisionnement. L'Agence internationale de l'énergie va plus loin : si l'Europe ne parvient à remplacer qu'environ la moitié des volumes qu'elle reçoit habituellement du Moyen-Orient, une pénurie physique pourrait apparaître dès juin.

Le grand public raisonne souvent en prix du pétrole brut. Or, pour les compagnies aériennes, la question décisive est celle du carburant aviation disponible, livré au bon endroit et au bon moment. Le kérosène dépend d'une mécanique plus délicate : raffinage, stockage, transport maritime, distribution aéroportuaire. C'est précisément cette mécanique qui est aujourd'hui secouée. Reuters rapportait le 7 avril que les transporteurs asiatiques commençaient déjà à réduire certaines fréquences, à embarquer davantage de carburant depuis leurs bases et même à ajouter des escales techniques pour se ravitailler, signe qu'on n'est plus dans une simple inquiétude théorique mais dans une adaptation opérationnelle.



Les effets économiques, eux, sont immédiats. Lufthansa a prévenu qu'elle se préparait à une période prolongée de kérosène rare et cher, au point d'envisager une réduction de capacité de 2,5 % à 5 % si la tension se prolonge. Cela pourrait se traduire par l'immobilisation anticipée de 20 à 40 appareils plus anciens, moins efficaces en consommation. Autrement dit, avant même l'éventuelle panne physique, les compagnies commencent à arbitrer : quels avions garder, quelles lignes préserver, quels coûts répercuter sur le passager. En parallèle, les compagnies européennes pressent l'Union européenne d'agir, en réclamant notamment un suivi coordonné des stocks, des mesures d'urgence et même l'étude d'achats groupés de kérosène à l'échelle européenne.

Le choc est potentiellement plus rude pour l'Afrique. Reuters indiquait le 20 mars que 70 % des importations africaines de kérosène transitent par cette zone sensible, avec des flambées spectaculaires des prix. Dans plusieurs pays africains, le carburant pèse déjà entre 30 % et 55 % des coûts d'exploitation des compagnies, bien au-dessus de la moyenne mondiale. Quand le kérosène bondit, les marges fondent presque instantanément. Les transporteurs n'ont alors que trois options : augmenter les billets, réduire les fréquences ou absorber des pertes. Aucune n'est neutre. Pour des marchés où l'avion reste déjà un mode de transport cher, la crise énergétique risque donc de devenir une crise d'accessibilité.

Et pour le Maroc ? A ce stade, aucun signal public majeur ne permet d'affirmer qu'une pénurie de kérosène frappe les aéroports marocains. Mais il serait imprudent d'en conclure que le pays serait à l'abri. Le Maroc reste dépendant des importations énergétiques et subit mécaniquement les tensions internationales sur les produits raffinés. Pour l'instant, le risque le plus crédible n'est pas celui d'un ciel soudain cloué au sol, mais celui d'un transport aérien plus coûteux, plus volatil et plus vulnérable aux à-coups géopolitiques. C'est souvent ainsi que commencent les vraies crises : non pas par le vide absolu, mais par l'érosion des marges de sécurité.

# GAZODUC MAROC-NIGERIA : ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL ATTENDU EN 2026

**Le projet de gazoduc Nigeria-Maroc franchit un cap déterminant avec la perspective de la signature de l'accord intergouvernemental en 2026. Estimé à 25 milliards de dollars, ce chantier énergétique titanesque de près de 6.900 km ambitionne de redessiner les équilibres énergétiques entre l'Afrique et l'Europe.**

Le dossier du gazoduc Nigeria-Maroc n'est plus seulement une projection stratégique sur le papier. Il s'approche d'une étape institutionnelle décisive. D'après la directrice générale de l'ONHYM, Amina Benkhadra, l'accord intergouvernemental (IGA) est attendu en 2026, un signal fort qui confirme la progression concrète du projet après plusieurs années de planification et d'ajustements techniques.

Ce gazoduc, parfois présenté sous le nom d'African Atlantic Gas Pipeline, repose sur une ambition claire : connecter les vastes réserves de gaz naturel du Nigeria aux infrastructures marocaines via un tracé d'environ 6.900 kilomètres longeant la façade atlantique ouest-africaine. Un projet hors norme, autant par sa longueur que par sa complexité géopolitique.

Le coût global est estimé à près de 25 milliards de dollars. Une enveloppe colossale qui reflète non seulement l'ampleur de l'infrastructure, mais aussi les défis liés à sa réalisation progressive, entre segments offshore et onshore. Cette architecture hybride est pensée pour s'adapter aux réalités géographiques et économiques des pays traversés.

La capacité annoncée atteint jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz par an. Une part importante serait destinée à répondre à la demande énergétique du Maroc, tandis que le reste pourrait être orienté vers l'Europe, toujours en quête de diversification de ses sources d'approvisionnement. Dans un contexte international instable sur le plan énergétique, cette configuration renforce l'intérêt stratégique du projet.

Au-delà des chiffres, c'est toute une vision d'intégration régionale qui se dessine. Le gazoduc Nigeria-Maroc est souvent perçu comme un levier potentiel de coopération entre pays africains, mais aussi comme un outil de positionnement du Maroc en tant que hub énergétique entre l'Afrique et l'Europe. Une ambition qui avance lentement, mais sûrement, au rythme des négociations interétatiques.

Les questions de financement, de gouvernance et de coordination régionale demeurent centrales. Pourtant, la perspective de la signature de l'IGA en 2026 marque une forme de bascule : celle du passage progressif d'un projet conceptuel vers une dynamique de concrétisation diplomatique et technique.

Ce gazoduc s'impose ainsi comme un test grandeur nature de la coopération énergétique africaine, dont l'issue pourrait influencer durablement les équilibres économiques et stratégiques sur le continent.



# CLASSE MOYENNE MAROCAINE : LE PILIER QUI S'EFFRITE SANS TOMBER

**Selon les résultats du RGPH 2024 du Haut-Commissariat au Plan, le Maroc comptait 9 275 038 ménages au 1er septembre 2024.**

Classe moyenne marocaine en chiffres estimés, actualisés et recalculés par la rédaction de l'ODJ Média (non officiels) :

Sous 3 750 DH : on est plutôt hors classe moyenne (35% à 40%)

Entre 3 750 et 12 500 DH : on est dans la classe moyenne au sens large (30% à 35%)

Entre 6 000 et 9 000 DH : on est dans le cœur plausible de la classe moyenne urbaine (7% à 10%)

Au-dessus de 12 500 DH : on bascule plutôt vers les ménages aisés (10 à 15%)

Pendant longtemps, la classe moyenne marocaine a servi de formule rassurante. On l'évoquait comme on cite un acquis presque naturel: un socle social, un amortisseur économique, une force de stabilité, un horizon d'ascension.

Mais en 2025, puis en 2026, cette image ne suffit plus. La classe moyenne est toujours là, oui. Numériquement, socialement, symboliquement. Pourtant, elle ne se vit plus tout à fait comme avant. Elle se regarde avec plus d'inquiétude, plus de prudence, parfois même avec un doute discret: suis-je encore vraiment dans la classe moyenne, ou seulement à côté de la chute?

C'est toute la difficulté marocaine du moment. La classe moyenne n'a pas disparu. Elle s'est compliquée. Elle s'est fragmentée. Elle s'est chargée d'angoisses nouvelles. Et c'est précisément ce qui la rend difficile à saisir, à mesurer, à raconter honnêtement.

es dernières données solides du Haut-Commissariat au Plan ont au moins le mérite de poser un cadre sérieux. L'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages 2022-2023, publiée en 2025, montre une progression du niveau de vie sur longue période, mais aussi un net essoufflement depuis 2019, une remontée des inégalités et un retour de la vulnérabilité.

Le taux de vulnérabilité monétaire est remonté à 12,9% en 2022 contre 7,3% en 2019, tandis que l'indice de Gini a atteint 40,5%. Ces chiffres disent une chose simple: le Maroc n'est pas dans l'effondrement social généralisé, mais il n'est pas non plus dans une consolidation paisible de son centre social.

Autrement dit, le vrai problème n'est pas seulement la pauvreté. C'est la fragilisation du milieu. Ce milieu qui, dans tous les pays, joue un rôle décisif: il consomme, il investit dans l'éducation, il aspire à mieux, il stabilise les comportements, il nourrit l'imaginaire du progrès. Quand ce milieu se sent protégé, la société respire. Quand il se sent menacé, elle devient nerveuse.

Au Maroc, cette nervosité est palpable. Elle ne se lit pas toujours dans les grands indicateurs macroéconomiques, mais elle se voit dans les arbitrages quotidiens. On renonce à certaines dépenses. On reporte un achat. On évite un médecin. On surveille les frais de scolarité. On garde une voiture plus longtemps. On sort moins. On épargne moins. On vit moins mal qu'un ménage pauvre, bien sûr, mais on vit moins sereinement qu'une vraie classe moyenne consolidée.

C'est pourquoi il faut sortir d'une illusion statistique: la classe moyenne marocaine n'est pas un bloc. C'est un ensemble composite. Il y a un noyau encore stable, probablement fait de ménages à revenus réguliers, de professions intermédiaires, de fonctionnaires relativement protégés, de petits entrepreneurs structurés, de retraités avec un certain amorti. Mais autour, il existe une vaste couronne de ménages qui se pensent "moyens" sans disposer des sécurités qu'on associe normalement à cette position.

En extrapolant à partir des données disponibles, on peut avancer, avec prudence, qu'entre 50% et 58% des ménages marocains appartiennent encore à un espace que l'on peut appeler "classe moyenne" au sens large.



**Mais dans cet ensemble, la part réellement consolidée paraît bien plus étroite.**

Une estimation raisonnable conduit à penser qu'en 2025-2026, à peine 22% à 28% des ménages relèvent d'une classe moyenne stable, capable d'absorber un choc sans basculer.

À l'inverse, près de 30% à 35% seraient dans une zone intermédiaire fragile: ni pauvres, ni tranquilles.

*Sous 3 750 DH : on est plutôt hors classe moyenne (35% à 40%)*

*Entre 3 750 et 12 500 DH : on est dans la classe moyenne au sens large (30% à 35%)*

*Entre 6 000 et 9 000 DH : on est dans le cœur plausible de la classe moyenne urbaine (7% à 10%)*

*Au-dessus de 12 500 DH : on bascule plutôt vers les ménages aisés (10 à 15%)*

**Ces chiffres ne sont pas des données officielles. Ce sont des estimations cohérentes avec la remontée de la vulnérabilité, la pression sur l'emploi et le poids des dépenses contraintes.**

Ce qui trouble, c'est que cette fragilité persiste alors même que l'inflation s'est apaisée. En 2025, l'indice des prix à la consommation n'a progressé en moyenne que de 0,8%, et début 2026, le HCP faisait même état d'un recul annuel de 0,8% de l'IPC sur janvier, tiré par les prix alimentaires, pendant que les produits non alimentaires restaient légèrement haussiers. De son côté, Bank Al-Maghrib a maintenu son taux directeur à 2,25%, dans un contexte de maîtrise relative des tensions inflationnistes.

Cela devrait théoriquement détendre le climat social. Et, d'une certaine manière, cela le fait. On peut estimer que le sentiment d'asphyxie lié à la flambée des prix a reculé de 10% à 15% par rapport au pic de 2022-2023. Mais voilà: une inflation calme ne recrée pas automatiquement une aisance. Parce que le problème de la classe moyenne marocaine n'est plus seulement l'inflation générale. C'est la structure même du budget.

Dans les grandes villes surtout, les dépenses contraintes continuent d'absorber une part énorme des revenus. Le logement, le transport, l'école, la santé, la connectivité, l'alimentation de qualité, les aides à la famille élargie parfois: tout cela compose un paysage budgétaire dur. Pour un ménage urbain intermédiaire, il est crédible d'estimer que 55% à 70% du revenu mensuel part dans ces postes incompressibles. Dès lors, même avec une inflation modérée, la marge de respiration reste faible. Ce n'est pas la catastrophe. C'est l'érosion. Et l'érosion use parfois plus silencieusement que la crise ouverte.

À cela s'ajoute le facteur le plus sensible: l'emploi. Le FMI a estimé que la croissance marocaine pouvait atteindre 3,9% en 2025, avant que d'autres projections de fin d'année évoquent un rythme proche de 5%, puis 4,5% ensuite. C'est honorable. C'est même encourageant à l'échelle régionale. Mais la croissance ne guérit pas mécaniquement le malaise de la classe moyenne si elle ne produit pas assez d'emplois stables, qualifiés et correctement rémunérés. Or le chômage reste élevé: 13,3% début 2025 selon le FMI, puis 13,1% en septembre 2025 selon les données relayées par Reuters, avec des niveaux particulièrement lourds chez les jeunes, les femmes et les diplômés.

C'est ici que la question devient presque générationnelle. Une classe moyenne tient aussi par la promesse qu'elle transmet à ses enfants. Or cette promesse se brouille. Des familles qui ont fait l'effort de l'école, du diplôme, du logement, de la respectabilité sociale, voient parfois leurs enfants entrer sur un marché du travail plus sec, plus compétitif, plus incertain. Cela modifie en profondeur le ressenti collectif. On n'est plus seulement inquiet pour le mois. On l'est pour la trajectoire.

On peut ainsi estimer qu'en 2025-2026, près de 40% des ménages se percevant comme "classe moyenne" ont au moins un actif exposé à une forme de précarité professionnelle: chômage prolongé, emploi peu protégé, revenu irrégulier, auto-emploi fragile, activité saisonnière ou sous-emploi déguisé. Là encore, il s'agit d'une projection, pas d'un chiffre administratif. Mais elle correspond à ce que racontent les données et, surtout, à ce que ressent le terrain.

Il faut enfin souligner un déplacement important: la fragilité n'est plus seulement rurale. Elle est de plus en plus urbaine. La classe moyenne citadine paie aujourd'hui le plus cher son désir de normalité. Elle veut simplement habiter correctement, déplacer ses enfants, les instruire, rester connectée, manger à peu près bien, garder une apparence de stabilité. Rien d'extravagant. Et pourtant, cette normalité coûte de plus en plus cher en énergie économique et mentale.



La classe moyenne marocaine est donc devenue un paradoxe vivant. Elle est encore majoritaire dans le récit, mais minoritaire dans le confort réel. Elle demeure centrale politiquement, mais elle doute de sa place dans le partage effectif des gains. Elle tient encore, mais elle tient plus serré. Elle ne s'effondre pas; elle se raidit.

Au fond, le grand sujet marocain n'est peut-être pas la disparition de la classe moyenne. C'est sa fissuration intérieure. Entre un noyau encore solide et une périphérie de plus en plus vulnérable, le milieu social se désunit. Et quand le milieu se désunit, la société entière devient plus difficile à gouverner, plus sensible aux discours de colère, plus perméable aux frustrations diffuses.

La vraie question politique pour 2026 est donc simple, presque brutale: le Maroc veut-il seulement protéger les plus fragiles, ou veut-il aussi reconstruire un centre social suffisamment robuste pour redonner confiance? Parce qu'un pays peut vivre avec des écarts. Il vit beaucoup plus mal avec un milieu qui continue de travailler, de payer, d'espérer, mais qui commence à croire que l'ascenseur ne monte plus vraiment.

C'est là que se jouera la suite. Pas seulement dans les chiffres de croissance. Pas seulement dans la maîtrise des prix. Mais dans la capacité à redonner à la classe moyenne autre chose qu'un statut statistique: une perspective. Sans cela, elle restera ce qu'elle devient dangereusement au Maroc: non plus un socle sûr, mais une zone de fatigue

**Voici un tableau de synthèse simple avec deux niveaux de lecture: la définition statistique HCP et une lecture analytique 2025-2026 en dirhams par ménage, à manier comme un ordre de grandeur et non comme une nomenclature officielle.**

Le HCP retient classiquement une classe moyenne située entre 0,75 fois et 2,5 fois la médiane du revenu ou de la dépense.

Base du calcul indicatif (Classe moyenne marocaine en chiffres estimés, actualisés et recalculer par la rédaction de l'ODJ Média (non officiel)

Si l'on prend comme repère un revenu mensuel médian par ménage autour de 5 000 DH, alors la borne basse HCP devient environ 3 750 DH et la borne haute environ 12 500 DH par mois et par ménage.

Cette grille est indicative pour 2025-2026. Le HCP publie bien les moyennes récentes de revenu et de dépense — par exemple 89 170 DH de revenu annuel moyen par ménage et 83 713 DH de dépense annuelle moyenne par ménage en 2022-2023 — mais la moyenne ne remplace pas la médiane pour fixer strictement les bornes de classe moyenne.

**En version ultra simple, vous pouvez retenir ceci :**  
 Sous 3 750 DH : on est plutôt hors classe moyenne (35% à 40%)  
 Entre 3 750 et 12 500 DH : on est dans la classe moyenne au sens large (30% à 35%)  
 Entre 6 000 et 9 000 DH : on est dans le cœur plausible de la classe moyenne urbaine (7% à 10%)  
 Au-dessus de 12 500 DH : on bascule plutôt vers les ménages aisés (10 à 15%)

Catégorie	Part des ménages	Revenu Mensuel / Ménage	Description
Ménages Modestes / Vulnérables	35% à 40%	Moins de 3 750 DH	Zone à risque économique et social
Classe Moyenne Fragile	30% à 35%	3 750 à 6 000 DH	Tient difficilement, sous pression
Classe Moyenne Intermédiaire	15% à 18%	6 000 à 9 000 DH	Stabilité relative, dépenses sous contrôle
Classe Moyenne Consolidée	7% à 10%	9 000 à 12 500 DH	Sécurité et capacité d'épargne
Ménages Aisés	10% à 15%	Plus de 12 500 DH	Au-dessus du seuil moyen

# By Lodj WEB TV



**LODJ** NOUS SOMMES DEJA DEMAIN  
@rolodimaroc - prekuloe.ma

THANK YOU  
1.2 Million Followers

**LODJ24**  
60,078 • 1.9M Odejombez 100k videos  
hanhlyškomatay..NO Iltvw.  
www.zf.acnboda.com:8010 ManooPizlel CDAdros.tkins

200000FI Video

LODJ

084

**100% digitale**  
**100% Made in Morocco**



# LA BANQUE MONDIALE ALERTE SUR DES FRAGILITÉS ÉCONOMIQUES PERSISTANTES DU MAROC

**Dans ses dernières analyses économiques, la Banque mondiale dresse un portrait contrasté du Maroc : une économie résiliente, en croissance, mais encore freinée par des fragilités structurelles persistantes. Entre amélioration du climat des affaires, transformation progressive du modèle productif et défis sociaux et productifs, le Royaume avance, mais à un rythme jugé insuffisant pour lever durablement certaines contraintes clés.**

Le Maroc continue d'afficher une trajectoire de croissance globalement stable, mais le diagnostic posé par la Banque mondiale invite à une lecture plus nuancée. Derrière les indicateurs macroéconomiques relativement solides, se cachent des déséquilibres structurels qui pèsent encore sur la compétitivité et la capacité d'inclusion de l'économie nationale.

Selon les données récentes, la croissance du PIB marocain s'est établie autour de 3,8 % en 2024, avec des perspectives proches de 3,9 % en 2025, portée par les secteurs industriels, le tourisme et la reprise de la demande intérieure. Une dynamique positive, mais encore vulnérable aux chocs climatiques et aux tensions internationales.

La Banque mondiale souligne ainsi un paradoxe marocain : une économie en expansion régulière, mais dont la structure reste sensible aux aléas agricoles et aux cycles externes. L'agriculture, fortement dépendante des conditions climatiques, continue de jouer un rôle déterminant dans la volatilité de la croissance.

## **Un climat des affaires en progrès, mais encore inégal**

L'un des points centraux du diagnostic concerne le climat des affaires. Le Maroc a engagé depuis plusieurs années une série de réformes visant à simplifier la création d'entreprise, améliorer la gouvernance économique et renforcer l'attractivité du territoire. Des avancées réelles sont constatées, notamment dans la digitalisation des services publics et l'accès aux infrastructures de base.

Mais la Banque mondiale note que ces progrès cohabitent avec des rigidités persistantes. Les petites et moyennes entreprises, qui constituent pourtant l'ossature du tissu productif, continuent de rencontrer des obstacles en matière de financement, de compétitivité et d'intégration dans les chaînes de valeur.

Dans ses rapports récents sur le climat des affaires, l'institution met en avant une amélioration du cadre réglementaire, mais insiste sur un point clé : l'écart entre les réformes "sur le papier" et leur mise en œuvre effective sur le terrain reste significatif.

## **Des fragilités sociales encore visibles**

Au-delà de la croissance, le diagnostic met en lumière des fragilités sociales persistantes. Le marché du travail reste marqué par une faible participation de certaines catégories, notamment les jeunes et les femmes, ce qui limite le potentiel de croissance inclusive.

Le chômage structurel, combiné à un déficit d'adéquation entre formation et emploi, continue d'alimenter une forme de dualité économique : un secteur moderne en expansion d'un côté, et une économie plus informelle de l'autre.

Cette réalité pèse sur la productivité globale et limite la capacité du pays à transformer pleinement sa croissance en gains sociaux visibles.



### **Une économie encore exposée aux chocs externes**

Autre point de vigilance soulevé : la dépendance du Maroc aux facteurs externes. Les exportations industrielles, notamment dans l'automobile et l'aéronautique, ont renforcé la position du pays dans les chaînes de valeur mondiales. Mais cette intégration s'accompagne aussi d'une exposition accrue aux cycles internationaux.

Les tensions sur les marchés énergétiques, les fluctuations de la demande européenne et les incertitudes géopolitiques constituent autant de variables susceptibles d'impacter la trajectoire économique nationale.

### **Une transformation en cours, mais encore inachevée**

Pour la Banque mondiale, le Maroc est clairement engagé dans une transformation structurelle. Les réformes engagées, les investissements dans les infrastructures et la montée en puissance de secteurs comme le tourisme ou l'industrie manufacturière témoignent d'une dynamique réelle.

Mais cette transformation reste incomplète. Le défi majeur réside désormais dans la capacité à accélérer la montée en productivité, à renforcer le capital humain et à réduire les inégalités territoriales et sociales.

Le Maroc avance, mais sur un chemin où les réformes devront désormais produire des résultats plus visibles et plus inclusifs. Car la véritable question n'est plus seulement celle de la croissance, mais celle de sa qualité, de sa résilience et de sa capacité à bénéficier au plus grand nombre.



# MONDIAL 2026 AUX ÉTATS-UNIS : HÔTELS EN REPLI, BILLETS HORS SOL, GUERRE EN IRAN... LE GRAND REFROIDISSEMENT

**On promettait une déferlante touristique. À quelques semaines de la Coupe du monde 2026, les villes hôtes américaines découvrent une réalité plus contrastée : nuits d'hôtel revues à la baisse, chambres relâchées par la FIFA, billets jugés exorbitants, transport renchéri et climat géopolitique délétère. Le Mondial fera venir du monde. Mais sans doute pas au prix, ni au rythme, espérés.**

## **Le rêve du jackpot hôtelier commence à se fissurer**

Pendant des mois, l'industrie hôtelière américaine a parié sur un été 2026 en or massif. La logique semblait implacable : Coupe du monde élargie, afflux planétaire, villes hôtes sous tension, chambres rares donc chères. Sauf que le marché, lui, commence à envoyer un message plus froid.

Selon les données Lighthouse relayées par le Financial Times et reprises par plusieurs médias spécialisés, les prix des chambres les jours de match dans des villes comme Atlanta, Dallas, Miami, Philadelphie ou San Francisco ont reculé d'environ un tiers par rapport à leurs sommets du début d'année. Ce n'est pas encore un krach. Mais ce n'est déjà plus l'euphorie.

Le phénomène est d'autant plus parlant qu'il intervient après une première phase de flambée. En janvier, Lighthouse montrait encore que les prix hôteliers avaient bondi après le tirage au sort, avec une hausse moyenne de 14,75% dans les villes hôtes. Le marché avait donc intégré un scénario d'explosion de la demande. Or quelques semaines plus tard, une partie de cette inflation spéculative est en train de se dégonfler.

Le signal le plus embarrassant n'est peut-être pas venu des clients, mais de l'organisateur. À Philadelphie, la FIFA a annulé 2.000 chambres sur les 10.000 qu'elle avait bloquées. La presse locale a établi que des ajustements comparables touchaient aussi d'autres villes. Officiellement, il s'agit d'une clause classique : à mesure que les besoins réels se précisent, l'organisation réduit les volumes réservés pour ses équipes, partenaires, médias et délégations.

Formellement, rien de scandaleux. Économiquement, le signal est brutal. Car toute la narration du "boom automatique" reposait sur une certitude :

les chambres se rempliraient toutes seules. Or lorsque même la FIFA desserre son emprise sur le parc hôtelier, cela alimente une inquiétude diffuse dans le secteur. Les professionnels ne disent pas que le Mondial sera un échec. Ils disent quelque chose de plus subtil, et peut-être de plus inquiétant : l'effet promis ne se matérialise pas au niveau fantasmé.

## **Des billets si chers qu'ils découragent avant même le départ**

Le deuxième caillou dans la chaussure, c'est le prix d'entrée. Et cette fois, le problème ne concerne pas seulement l'hôtellerie mais l'ensemble du "budget supporter".

Reuters a détaillé une grille tarifaire qui a fait bondir les associations de fans. Pour la finale du 19 juillet dans le New Jersey, les billets en valeur faciale vont de 2.030 à 6.370 dollars. Pour le match d'ouverture à Mexico, ils s'échelonnent de 560 à 2.735 dollars. Quant aux matchs de groupes, ils se situent globalement entre 100 et 575 dollars, avec un nombre restreint de billets à 60 dollars dans une catégorie très limitée.



**Résultat :** des supporters européens ont déposé une plainte formelle contre la politique tarifaire de la FIFA, dénonçant des prix “plus élevés que lors de toute Coupe du monde précédente”, ainsi qu’un usage opaque du dynamic pricing. Le football veut des stades pleins, certes. Mais à force de traiter les fans comme des variables de rendement, il finit par transformer la grande fête populaire en produit premium.

Comme si cela ne suffisait pas, le contexte géopolitique est venu alourdir la facture. Depuis la guerre avec l’Iran, l’industrie aérienne mondiale subit un choc carburant majeur. Reuters rapporte que le prix du kérosène a plus que doublé depuis la fin février, poussant les compagnies à relever leurs tarifs, introduire des surcharges et parfois réduire ou réorganiser leurs capacités.

Autrement dit, le supporter potentiel ne compare plus seulement le prix du billet de match. Il additionne désormais billet d’avion, hôtel, transport local, restauration, visa éventuel et climat d’incertitude. À ce niveau de dépense, beaucoup arbitrent. Certains reportent. D’autres choisissent simplement une destination plus simple, plus lisible, moins tendue.

Reste enfin un facteur moins quantifiable, mais de plus en plus visible : l’image des États-Unis comme destination. Reuters a documenté le recul du tourisme étranger en 2025, avec une baisse de 5,4% sur les onze premiers mois selon les données du NTTO, portée notamment par le recul des visiteurs canadiens. WTTC parle même d’une baisse de 6% des visiteurs étrangers l’an dernier, alors que le tourisme mondial, lui, progressait.

Dans ce climat, les préoccupations liées aux contrôles aux frontières, à l’ambiance politique, aux violences ou à un sentiment anti-américain nourri par la guerre ne sont plus marginales. Elles entrent dans le calcul du voyage. Elles ne suffisent pas, à elles seules, à faire dérailler un Mondial. Mais elles suffisent à casser la mécanique psychologique qui permet d’accepter des prix excessifs.

Il serait excessif d’annoncer un fiasco.

Les États-Unis restent une très grande machine touristique, et l’État fédéral continue d’anticiper une forte hausse des arrivées internationales en 2026. Mais il devient tout aussi excessif de vendre encore le récit d’une manne automatique.

La vérité, plus intéressante, est ailleurs : la Coupe du monde 2026 ne se heurte pas à un manque d’intérêt pour le football. Elle se heurte à la saturation d’un modèle où tout — billets, hôtels, transport, sécurité, politique migratoire, image géopolitique — devient trop cher, trop incertain ou trop agressif en même temps. Et quand tout augmente à la fois, ce ne sont pas seulement les prix qui redescendent. Ce sont aussi les illusions.



**COUPE DU MONDE 2026 : ESPOIRS BRISÉS**

# LES MAROCAINS, DEUXIÈME NATIONALITÉ ACHETEUSE DE L'IMMOBILIER EN ESPAGNE

**Les Marocains deviennent la deuxième nationalité étrangère la plus active sur le marché immobilier espagnol, juste derrière les Britanniques, selon des données récentes de 2025.**

## **Une présence marocaine qui s'installe durablement en Espagne**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au cours du second semestre 2025, les acheteurs étrangers ont représenté plus de 18% des transactions immobilières en Espagne.

Dans ce paysage très concurrentiel, les Marocains se distinguent avec 7,7% des achats, talonnant de très près les Britanniques qui occupent la première place avec 7,8%.

Une différence minime, mais symbolique. Elle confirme une tendance déjà observée depuis plusieurs années : la communauté marocaine devient un acteur incontournable du marché immobilier espagnol.

La Rioja, un exemple qui change les idées reçues

Ce qui surprend le plus dans ces données, c'est la répartition géographique des achats. Contrairement à d'autres nationalités étrangères qui privilégient les zones côtières comme la Catalogne, Valence ou l'Andalousie, les Marocains s'installent davantage dans les régions intérieures.

La province de La Rioja en est l'exemple le plus frappant. Les Marocains y représentent jusqu'à 25,8% des acheteurs étrangers.

Une proportion qui montre une réalité différente : ici, il ne s'agit pas seulement d'investissement ou de résidences secondaires, mais surtout de projets de vie stables et durables.

Dans les rues de certaines villes de la région, cette présence marocaine se remarque déjà dans le tissu social local : familles installées, travail stable, enfants scolarisés. Une intégration qui s'inscrit dans la durée, loin des logiques purement touristiques.

## **Un marché à deux vitesses selon les profils d'acheteurs**

Autre élément clé : les différences de pouvoir d'achat entre nationalités. Les données indiquent que les Marocains achètent en moyenne à environ 768 euros le mètre carré, un chiffre nettement inférieur à celui observé chez certaines nationalités européennes, comme les Suédois ou les Allemands, où les prix dépassent parfois les 3 500 euros le mètre carré.

Cette différence ne traduit pas seulement un écart économique, mais surtout une divergence d'objectifs.

D'un côté, certains acheteurs étrangers investissent dans des biens de luxe ou des résidences secondaires en bord de mer.

De l'autre, les Marocains privilégient souvent des logements fonctionnels, pensés pour la vie quotidienne et la stabilité familiale.

## **Un phénomène qui reflète des dynamiques migratoires profondes**

Derrière ces chiffres, c'est toute une réalité sociale qui se dessine. La progression des Marocains sur le marché immobilier espagnol reflète aussi l'ancrage durable d'une diaspora déjà bien installée, notamment dans le nord et le centre du pays.

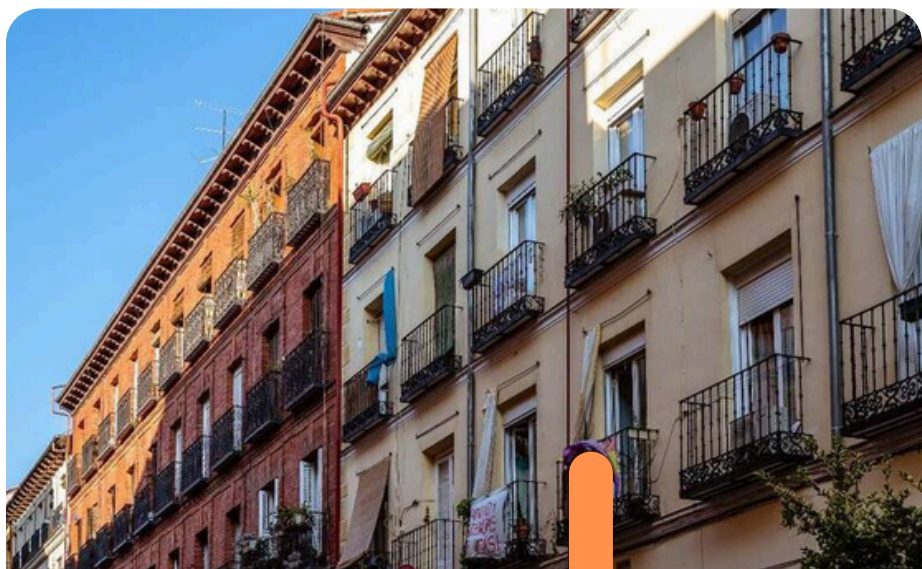
Cette dynamique s'explique par plusieurs facteurs : proximité géographique, opportunités professionnelles, regroupement familial, mais aussi volonté de construire un projet de vie stable en Europe tout en gardant des liens forts avec le Maroc.

## **Plus qu'une tendance, un vrai tournant immobilier**

Avec une position désormais solidement installée dans le top 2 des acheteurs étrangers, les Marocains ne sont plus de simples acteurs secondaires du marché immobilier espagnol.

Ils participent activement à sa transformation, entre installation durable et nouvelles mobilités.

Reste à voir si cette tendance va continuer à s'amplifier dans les prochaines années, notamment avec l'évolution des prix et des politiques de logement en Espagne.



**La procédure d'obtention de l'attestation fiscale immobilière évolue vers un modèle digitalisé, encadré par une nouvelle circulaire conjointe. Ce basculement vise à réduire les délais de traitement, fluidifier les échanges entre administrations et renforcer la fiabilité des transactions.**

La circulaire introduit un circuit largement dématérialisé pour délivrer ce document clé, exigé avant toute cession. En ligne de mire : un délai maximal de 48 heures pour obtenir le quitus fiscal, contre plusieurs semaines auparavant dans certains cas. Une rupture nette, confirmée par plusieurs sources concordantes.

Le principe, lui, ne change pas. Conformément à l'article 95 du Code de recouvrement des créances publiques, notaires et adouls doivent vérifier que toutes les taxes liées au bien notamment la taxe d'habitation et celle des services communaux sont bien réglées avant de finaliser la transaction. Une obligation qui engage directement leur responsabilité.

Ce qui évolue, en revanche, c'est le parcours. Désormais, tout démarre sur la plateforme SIMPL de la Direction générale des impôts. Si le contribuable est en règle, la fiche de renseignements fiscaux est délivrée instantanément. En cas d'arriérés, une régularisation est possible en ligne, et le délai de traitement plafonné à 48 heures ne commence qu'après paiement effectif.

Une fois cette étape franchie, le relais est pris par les professionnels. Le notaire

# TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES : L'ATTESTATION FISCALE DÉSORMAIS DÉMATÉRIALISÉE

via Tawtik+, ou l'adoul à travers le portail de la Trésorerie générale du Royaume, soumet la demande d'attestation. Le système se charge ensuite de la transmettre automatiquement aux différents intervenants : percepteur de la TGR, services fiscaux communaux et percepteurs locaux.

Chacun dispose d'un délai strict de 48 heures pour répondre. Si aucune dette n'est constatée, l'attestation est délivrée en ligne dans ce même laps de temps. Dans le cas contraire, les montants dus sont signalés pour régularisation avant toute signature. Simple sur le papier, mais surtout beaucoup plus lisible dans la pratique.

L'une des évolutions notables concerne l'intégration des communes dans ce circuit numérique. Les percepteurs communaux deviennent des acteurs à part entière du processus, au même titre que l'administration fiscale et la Trésorerie. Une coordination renforcée, qui traduit une volonté d'harmonisation des procédures à l'échelle territoriale.

Tout n'est pas encore parfaitement fluide. Les terrains non bâtis restent soumis à une procédure physique, ce qui maintient une zone de friction, notamment pour les promoteurs. De même, certaines communes moins équipées pourraient ralentir la cadence. Mais l'orientation est claire : accélérer la transformation digitale du secteur.

Au-delà de la technique, c'est une question de confiance. L'attestation fiscale garantit qu'un bien est en règle, protégeant à la fois l'acheteur et le vendeur. En la rendant plus accessible et plus rapide, l'administration réduit les incertitudes et limite les mauvaises surprises de dernière minute.

Cette réforme ne fait pas les gros titres, pourtant elle change concrètement la vie des acteurs de l'immobilier. Moins de paperasse, plus de visibilité, des délais maîtrisés. Dans un marché où chaque jour compte, ce virage numérique pourrait bien redéfinir, en silence, les règles du jeu.



# CRÉDIT IMMOBILIER : LES FEMMES EMPRUNTENT EN MOYENNE 6% DE PLUS QUE LES HOMMES

**Alors que le crédit immobilier reste un vecteur essentiel de réalisation de projets au Maroc, une analyse fondée sur plus d'un million de simulations met en lumière un paradoxe sociétal : les femmes empruntent plus que les hommes, mettant en exergue l'évolution des profils d'emprunteurs. À travers des données récentes et vérifiées, portrait d'un marché en mouvement.**

Dans un paysage économique marocain en pleine mutation, le crédit immobilier demeure l'un des leviers majeurs pour accéder à la propriété, souvent perçue comme un signe de stabilité sociale et financière. Une étude approfondie réalisée par Afdal, à partir de 1,2 million de simulations de prêts immobiliers, apporte un éclairage inédit sur les comportements des emprunteurs marocains.

Un des enseignements les plus marquants de cette analyse est qu'en moyenne, les femmes empruntent 6% de plus que les hommes pour financer un bien immobilier. Autrement dit, lorsqu'on compare les montants demandés, les emprunteuses affichent des montants supérieurs de plus de 40 000 dirhams par rapport à leurs homologues masculins. Cela s'explique principalement par le fait que, parmi les personnes qui simulent un crédit, les femmes présentent des salaires moyens légèrement plus élevés que ceux des hommes au moins dans cet échantillon.

Ce constat tranche avec certaines perceptions traditionnelles sur l'accès au crédit. Il reflète plutôt une réalité économique : les femmes jouent un rôle de plus en plus significatif dans la structuration des projets immobiliers, soutenues par une insertion professionnelle croissante dans des secteurs mieux rémunérés.

L'étude d'Afdal montre également que la tranche d'âge des 30-39 ans domine largement les demandes de crédit, représentant 47,3% des simulations. Cette catégorie, souvent en pleine consolidation de carrière, confirme son rôle de pilier du marché de la première accession. Les jeunes générations ne sont pas en reste: les 20-29 ans constituent désormais 22% des emprunteurs, ce qui traduit une aspiration tangible des jeunes Marocains à devenir propriétaires.



Les différences se creusent aussi selon les secteurs d'activité. Dans le secteur privé, le crédit immobilier moyen s'élève à 880 000 dirhams, contre 668 000 dirhams pour le secteur public. Ce fossé s'explique par des niveaux de revenus et des stratégies d'investissement différents entre ces deux segments.

Parmi les profils professionnels, les commerçants se distinguent avec un montant moyen de crédit atteignant 3,1 millions de dirhams le plus élevé observé. Toutefois, ce positionnement s'accompagne aussi d'un taux d'endettement de 37,8%, un niveau que les banques considèrent à la limite de ce qui est soutenable. Cela illustre comment l'accès à des montants plus importants va souvent de pair avec une exposition accrue au risque financier.

Les auto-entrepreneurs tirent également leur épingle du jeu, avec un crédit moyen de 1,07 million de dirhams. Ce profil témoigne de l'essor progressif de nouvelles formes d'activité économique et de leur intégration croissante dans le tissu de la demande de crédit immobilier.

Sur la durée des prêts, les comportements restent relativement stables : 72,3% des emprunteurs optent pour un remboursement sur 25 ans, une période généralement perçue comme la plus équilibrée entre mensualités supportables et durée globale du crédit. À l'opposé, les retraités choisissent des durées beaucoup plus courtes, d'environ 10,8 ans en moyenne, ce qui s'inscrit dans une logique de moindre exposition au long terme.

Un autre point notable concerne le coût effectif du crédit immobilier, qui s'est replié à 5,5% à fin février 2026, retrouvant un niveau observé en 2023. Cette baisse de 17 points de base par rapport à l'an dernier est significative dans un contexte où les taux d'intérêt jouaient un rôle central dans les décisions d'achat. Une détente, même modérée, peut encourager certains ménages à concrétiser un projet qu'ils reportaient, faute de conditions favorables auparavant.



**En définitive, ces données ne parlent pas seulement de chiffres: elles racontent l'histoire d'un marché en pleine redéfinition, avec des femmes de plus en plus actives et ambitieuses dans leurs projets immobiliers, des jeunes qui se projettent tôt dans l'avenir, et une dynamique économique qui évolue avec les réalités sociales. Dans un Maroc où la propriété reste un symbole fort de réussite, chaque emprunt surtout lorsqu'il défie les stéréotypes est un pas vers une économie plus inclusive et plus équilibrée.**

# ORIENTATION POST-BAC AU MAROC : CES MÉTIERS D'INGÉNIEUR DATA QUE LES FAMILLES REGARDENT ENCORE DE LOIN

**À chaque printemps, la même scène se rejoue dans des milliers de foyers marocains. Le baccalauréat approche, l'angoisse monte, les familles cherchent une voie "sûre", et le mot ingénieur revient comme une valeur refuge.**

Data scientist, ingénieur cloud, expert cybersécurité, développeur logiciel, chef de projet digital, ingénieur IoT, spécialiste IA.

Mais derrière ce mot rassurant, le paysage a changé plus vite que les représentations familiales. Beaucoup de parents continuent d'imaginer l'ingénieur comme un profil unique, stable, presque classique : génie civil, électromécanique, industrie. Or, à la veille des choix post-bac, une partie décisive des métiers techniques que le marché attend vraiment reste encore mal connue, parfois mal comprise, souvent mal expliquée. Le paradoxe marocain est là : l'orientation parle encore souvent le langage d'hier alors que l'économie numérique impose déjà celui de demain.

Sur le plan institutionnel, pourtant, les parcours sont bien là. Le portail officiel des classes préparatoires aux grandes écoles rappelle l'existence d'un système structuré d'accès aux filières d'excellence, avec concours, établissements publics et privés, concours nationaux et concours vers la France. Autrement dit, l'architecture d'orientation existe. Mais elle n'éclaire pas toujours suffisamment la diversité réelle des débouchés.

Car dans l'imaginaire collectif, "faire ingénieur" reste encore souvent associé à une hiérarchie ancienne des filières. On valorise spontanément les trajectoires visibles : bâtiment, routes, énergie, industrie lourde. Ces métiers gardent évidemment leur légitimité. Le Maroc construit, équipe, transforme, industrialise. Mais entre-temps, de nouveaux métiers se sont imposés dans les entreprises, les banques, les télécoms, les cabinets, les administrations et les plateformes. Ils avancent plus discrètement, avec moins de prestige familial immédiat, mais avec une demande croissante : data scientist, ingénieur cloud,

expert cybersécurité, développeur logiciel, chef de projet digital, ingénieur IoT, spécialiste IA. Des profils de plus en plus recherchés dans un Royaume engagé dans sa transformation numérique.

Le problème n'est pas seulement l'ignorance des noms. C'est une méconnaissance plus profonde de ce que recouvrent ces métiers. Prenons la data. Dans beaucoup de familles, ce mot reste vague, abstrait, presque décoratif. Pourtant, derrière lui se cachent des fonctions très concrètes : analyser les comportements clients, prévoir des tendances, aider à la décision, optimiser la logistique, mieux cibler une offre, détecter des fraudes, améliorer une politique publique. Ce n'est pas un métier "à la mode" ; c'est déjà un rouage de gestion, de stratégie et de compétitivité. Le quotidien L'Economiste notait ainsi en 2024 que le data scientist figurait parmi les métiers numériques les mieux rémunérés au Maroc, avec une progression salariale significative selon l'expérience.

Même aveuglement partiel sur la cybersécurité. Beaucoup de parents comprennent l'informatique comme une compétence de support, de maintenance ou de développement d'applications. Ils voient moins que la protection des systèmes, des réseaux et des données est devenue un besoin central des entreprises. L'Economiste soulignait déjà que la cybermenace figure parmi les risques critiques pilotés par les organisations, ce qui pousse les recruteurs à chercher des profils spécialisés. Là encore, on ne parle plus d'un hobby de technophile, mais d'un métier stratégique.



Il en va de même pour le cloud, l'IoT ou le pilotage de projets digitaux. Dans son dossier GITEC Africa, le quotidien évoquait explicitement des fonctions comme ingénieur cloud et IoT, signe que ces métiers ont désormais quitté la marge pour entrer dans l'offre de formation et dans les besoins de marché. Et le dossier Campus de 2025 insistait justement sur l'apparition de nouvelles filières dans les écoles privées du Royaume. Le signal est clair : le système éducatif commence à bouger, mais les représentations sociales suivent plus lentement.

C'est là que l'orientation marocaine révèle sa faiblesse la plus sensible. Trop souvent, l'élève choisit une étiquette avant de comprendre un métier. Il choisit "une école", "un statut", "un nom", parfois même "une ville", avant de se demander ce qu'il fera réellement pendant huit heures par jour cinq ans plus tard. Les familles, elles, cherchent la sécurité, ce qui est légitime. Mais dans cette quête de sécurité, elles s'appuient parfois sur des repères datés. Le risque n'est pas seulement de passer à côté d'une vocation. Le risque est aussi d'orienter des jeunes vers des filières saturées ou mal choisies alors que des métiers plus porteurs, plus internationaux, plus évolutifs leur restent invisibles.

Il faut le dire sans mépris : ce déficit de connaissance n'est pas la faute des familles seules. Il tient aussi au manque d'une vraie pédagogie publique de l'orientation. On informe sur les concours, les procédures, les établissements. On explique moins les métiers, leurs réalités, leurs usages, leurs transformations. Or un lycéen ne choisit pas seulement un concours ; il engage un rapport au travail, au monde, à la mobilité sociale, au stress, au sens même de sa vie professionnelle.

Le moment post-bac devrait donc être l'occasion d'un changement de méthode. Moins de fascination pour le label, plus de travail sur les métiers. Moins de choix dictés par la réputation supposée d'une filière, plus de lucidité sur les compétences réellement demandées. Car l'ingénieur marocain de demain ne sera pas seulement celui qui calcule, construit ou supervise une chaîne industrielle. Il pourra aussi sécuriser des systèmes, structurer des données, entraîner des modèles, connecter des objets, piloter un produit digital, ou orchestrer des architectures invisibles mais vitales.

Au fond, la vraie question n'est plus seulement : "quelle école choisir ?" Elle devient : "quel monde du travail prépare-t-on à habiter ?" Tant que cette question restera secondaire dans l'orientation, beaucoup d'étudiants marocains continueront d'entrer dans l'enseignement supérieur avec une carte incomplète du territoire. Et beaucoup de familles continueront, de bonne foi, à conseiller des routes connues vers des métiers qu'elles identifient, tandis que les métiers les plus décisifs avancent déjà ailleurs, plus silencieux, mais beaucoup plus stratégiques.



**Les principaux les métiers data sont :**

**Data analyst**

Il exploite les données pour répondre à des questions concrètes : ventes, audience, comportement client, performance. Il produit des tableaux de bord, des analyses, des insights.

**Business analyst**

Il est à la frontière entre la donnée et la décision. Il traduit les besoins métier en indicateurs utiles, souvent avec une vision plus business que technique.

**Data scientist**

Il va plus loin dans la modélisation : prédiction, scoring, segmentation, machine learning. C'est le métier le plus "maths/statistiques".

**Data engineer**

C'est l'architecte des flux de données. Il collecte, nettoie, organise et fiabilise les pipelines pour que les analystes et data scientists puissent travailler.

**Data architect**

Il conçoit la structure globale : entrepôts de données, gouvernance, circulation de l'information, cohérence des systèmes.

**BI analyst / développeur BI**

Spécialisé dans la business intelligence, il construit les reporting, dashboards et outils de pilotage avec Power BI, Tableau, Qlik ou autres.

**Machine learning engineer**

Il industrialise les modèles d'IA. Là où le data scientist conçoit souvent le modèle, lui le met en production de manière robuste.

**Data steward / data governance manager**

Il veille à la qualité, la conformité, la traçabilité et la bonne gestion des données dans l'entreprise.

**Data product manager**

Il pilote un produit fondé sur la donnée : usages, besoins, valeur métier, priorités.

**Prompt engineer / AI data specialist**

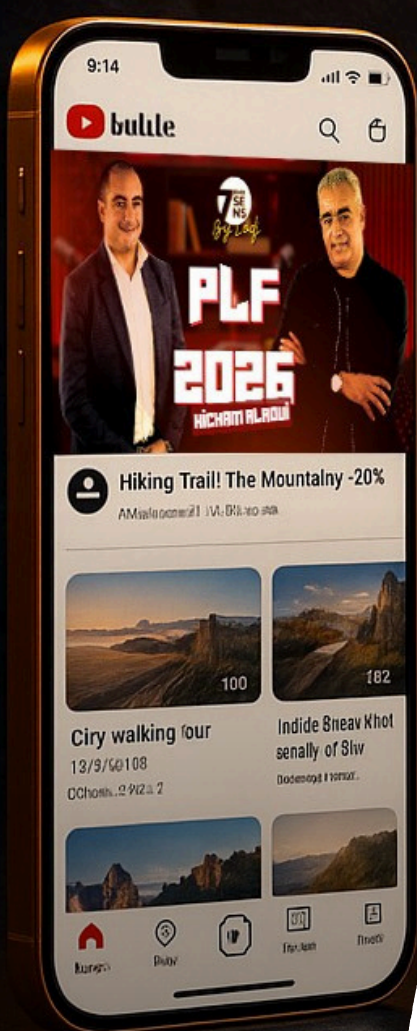
Avec l'essor de l'IA générative, de nouveaux rôles apparaissent autour de la structuration des données, des tests, de l'évaluation des modèles et de l'orchestration des agents IA.

En clair, on peut regrouper les métiers data en quatre familles :

- analyser : data analyst, BI analyst
- construire : data engineer, data architect
- prédire : data scientist, ML engineer
- gouverner : data steward, data governance manager



By Lodj



By Lodj  
**L'ACTUALITÉ  
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.  
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)

# ÉDUCATION : RAHMA BOURQIA ALERTE SUR L'URGENCE D'INTÉGRER PLEINEMENT L'IA DANS LES APPRENTISSAGES

**L'intelligence artificielle générative n'est plus un simple sujet de débat technologique. Elle s'invite désormais au cœur même des systèmes éducatifs, bousculant les contenus, les méthodes et jusqu'à la manière dont les élèves, les étudiants et les enseignants entrent en relation avec le savoir. C'est le message porté par Rahma Bourqia, présidente du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS), lors de la 12<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale du Conseil. Son intervention pose une question de fond : le système éducatif marocain est-il prêt à former des citoyens capables de vivre, de travailler et de penser dans un monde façonné par l'intelligence artificielle ?**

Le constat est désormais difficile à contourner. L'IA générative modifie déjà en profondeur les pratiques d'apprentissage. Elle permet de produire des synthèses, d'expliquer des notions, de simuler des situations, de personnaliser certains parcours et d'ouvrir des accès inédits à la connaissance. Mais elle introduit aussi de nouvelles fragilités : dépendance excessive à l'outil, affaiblissement possible de l'effort intellectuel, confusion entre information fiable et contenu approximatif, ou encore banalisation du copier-coller automatisé. En clair, l'IA ne change pas seulement la vitesse d'accès au savoir ; elle change aussi la nature du rapport au savoir.

C'est précisément pour cette raison que Rahma Bourqia insiste sur la nécessité d'intégrer pleinement l'éducation numérique et les compétences liées à l'intelligence artificielle dans les programmes. L'enjeu n'est pas de céder à un effet de mode, ni de transformer l'école en vitrine technologique. Il s'agit plutôt de reconnaître qu'un élève qui ignore les logiques de l'IA risque demain d'être non seulement dépassé sur le marché du travail, mais aussi vulnérable dans sa manière de comprendre le monde. Former à l'IA, ce n'est donc pas uniquement former à un outil ; c'est former à une nouvelle culture de l'information, du doute, de la vérification et de la responsabilité.

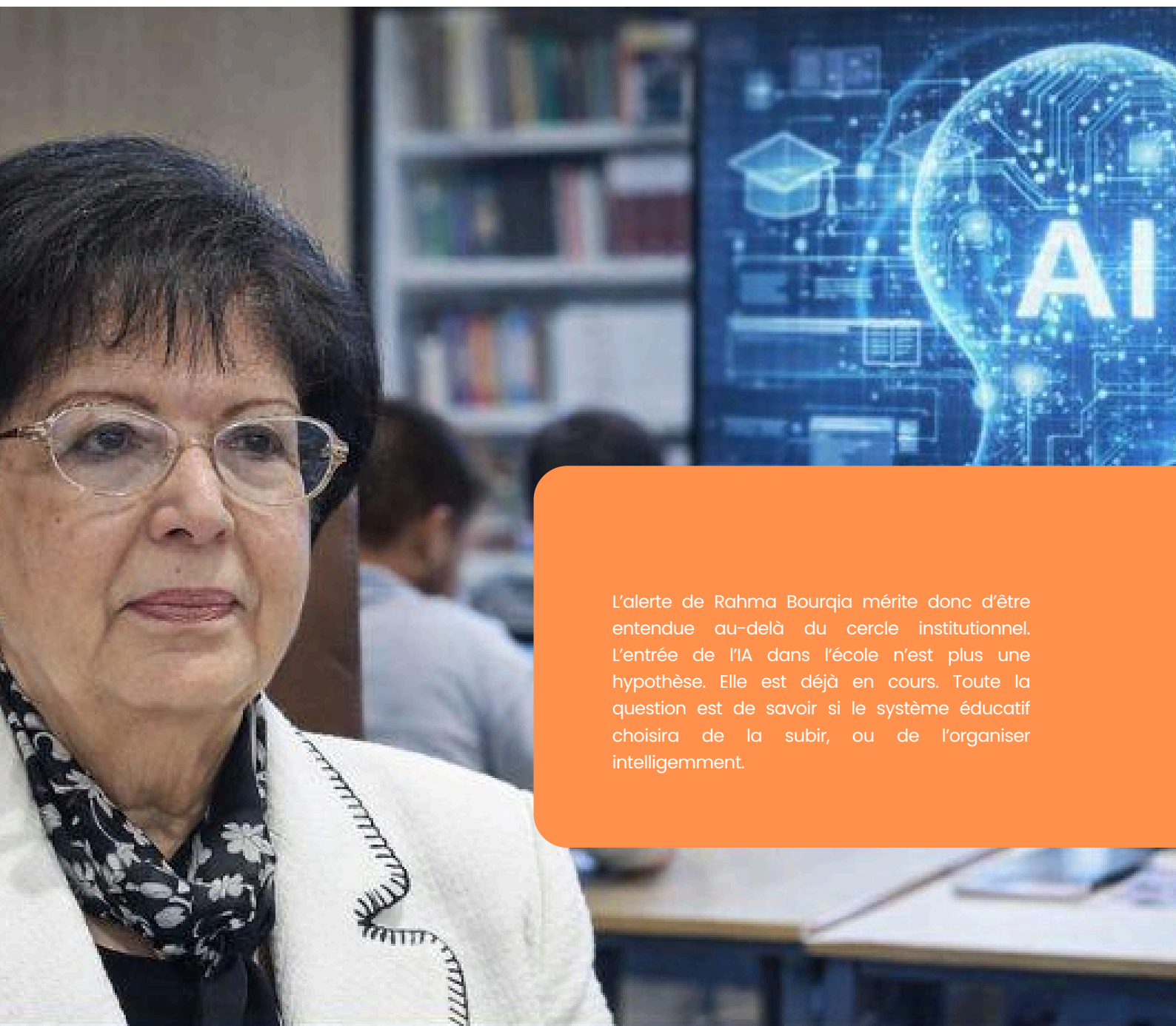
Cette approche est d'autant plus pertinente que l'éducation ne peut se contenter d'apprendre aux jeunes à utiliser des technologies. Elle doit aussi leur apprendre à les interroger. Derrière la promesse de performance, l'IA soulève des questions décisives : comment sont produites les réponses ? Sur quelles données reposent-elles ? Quels biais véhiculent-elles ? Quelles limites éthiques faut-il poser ? Quels risques pour l'autonomie intellectuelle ? En appelant à former des jeunes dotés d'un esprit critique et d'une éthique solide, Rahma Bourqia rappelle une évidence parfois négligée : l'avenir de l'école ne se joue pas seulement dans la maîtrise technique, mais dans la capacité à garder un jugement humain sur des systèmes de plus en plus puissants.



Le défi est donc double. D'un côté, il faut moderniser les contenus pédagogiques pour ne pas laisser l'institution scolaire en décalage avec la société réelle. De l'autre, il faut éviter une intégration naïve ou purement instrumentale de l'IA. Car introduire ces technologies dans l'éducation sans cadre clair pourrait accroître les inégalités entre élèves, entre établissements et entre territoires. Tous n'ont pas le même accès aux outils, aux équipements ni à l'accompagnement nécessaire. Il serait paradoxal que l'intelligence artificielle, présentée comme un levier d'émancipation, devienne aussi un facteur supplémentaire de fracture éducative.

Au fond, l'intervention de la présidente du CSEFRS invite à dépasser les oppositions simplistes entre fascination et méfiance. L'IA n'est ni une baguette magique ni une menace absolue. Elle est une transformation majeure, que l'école doit apprendre à apprivoiser avec lucidité. Cela suppose de revoir les curricula, de former les enseignants, d'adapter les méthodes d'évaluation et d'installer une véritable pédagogie du discernement numérique.

Le Maroc a ici un rendez-vous stratégique. Car l'éducation de demain ne pourra plus se limiter à transmettre des connaissances figées ; elle devra apprendre à naviguer dans un environnement mouvant, saturé d'informations, d'algorithmes et d'automatisation. Dans ce contexte, la priorité n'est pas seulement de produire des utilisateurs compétents, mais des citoyens capables de comprendre ce qu'ils utilisent.



L'alerte de Rahma Bourqja mérite donc d'être entendue au-delà du cercle institutionnel. L'entrée de l'IA dans l'école n'est plus une hypothèse. Elle est déjà en cours. Toute la question est de savoir si le système éducatif choisira de la subir, ou de l'organiser intelligemment.

# LE DURCISSEMENT DE LA LÉGISLATION MAROCAINE CONTRE LE STREAMING ILLÉGAL

**Face à l'explosion de la consommation de contenus piratés, le Maroc s'apprête à frapper un grand coup en durcissant drastiquement sa législation contre le streaming illégal et l'IPTV. Cette réforme juridique ambitieuse vise à protéger les droits d'auteur, à sécuriser les revenus de l'industrie culturelle et à mettre fin à une économie souterraine qui pénalise lourdement les créateurs et les diffuseurs légaux.**

## **L'enjeu économique majeur de la préservation de l'industrie audiovisuelle nationale.**

Le gouvernement marocain a décidé de prendre le taureau par les cornes face au fléau grandissant du piratage numérique qui gangrène l'économie de la culture. Un projet de loi particulièrement répressif est actuellement en cours d'élaboration, visant à moderniser et à durcir de manière significative l'arsenal juridique existant en matière de protection des droits d'auteur et des droits voisins. Cette initiative législative cible en priorité absolue le streaming illégal et la prolifération incontrôlée des abonnements IPTV pirates, qui permettent à des millions d'utilisateurs d'accéder frauduleusement à des bouquets de chaînes payantes, des films récents et des événements sportifs exclusifs. Les autorités marocaines ont pris conscience de l'urgence d'adapter la loi aux réalités technologiques du vingt-et-unième siècle, où la dématérialisation des œuvres a considérablement facilité leur pillage systématique et organisé à grande échelle.

L'enjeu de cette réforme dépasse largement le simple cadre de la répression ; il s'agit avant tout d'une question de survie pour l'ensemble de l'industrie culturelle et audiovisuelle nationale. Les pertes financières engendrées par la consommation massive de contenus piratés se chiffrent en millions de dirhams chaque année, privant les créateurs, les producteurs et les diffuseurs légaux des revenus légitimes indispensables au financement de nouvelles œuvres. En s'attaquant frontalement aux réseaux qui commercialisent ces accès illicites, l'État marocain entend restaurer un environnement économique sain et concurrentiel, propice à l'investissement dans la création locale. La nouvelle législation prévoit des sanctions pénales et pécuniaires beaucoup plus lourdes, non seulement à l'encontre des administrateurs de plateformes de streaming illégal, mais également contre les revendeurs de boîtiers IPTV préconfigurés, qui opèrent souvent au grand jour dans les circuits commerciaux informels.



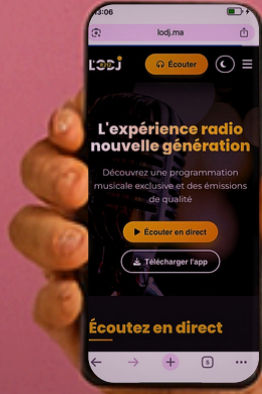
La mise en application de ce nouveau cadre légal nécessitera toutefois des moyens techniques et humains considérables pour être véritablement efficace. Le législateur marocain devra s'assurer de la collaboration étroite des fournisseurs d'accès à internet pour procéder au blocage rapide et systématique des sites frauduleux identifiés. Parallèlement à ce volet répressif indispensable, une vaste campagne de sensibilisation du grand public apparaît comme une nécessité absolue. Il est crucial d'éduquer les consommateurs sur les conséquences désastreuses du piratage sur la vitalité de la création artistique et de promouvoir activement les offres légales de vidéo à la demande, qui se doivent d'être à la fois attractives et financièrement accessibles. Ce virage législatif marque en tout cas la volonté ferme du Maroc de s'aligner sur les standards internationaux en matière de protection de la propriété intellectuelle et de garantir un avenir pérenne à son industrie culturelle.

By Lodj

ويبيو  
راديو

R212

مغاربة العالم



[WWW.LODJ.MA](http://WWW.LODJ.MA)

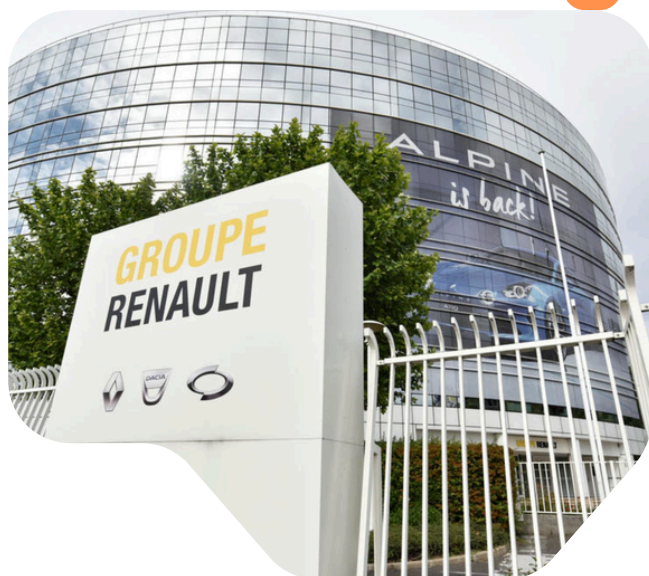
# FLASH - ÉCO

## Dégraissage Renault : Les ingénieurs marocains de la partie...?

Le Maroc figure parmi les pays concernés par le projet de Renault visant à réduire de 15 % à 20 % ses effectifs mondiaux dans l'ingénierie d'ici 2028. Selon un porte-parole du groupe cité par l'AFP mardi, cette baisse représenterait entre 1 600 et 2 400 postes, sur un total de 11 000 à 12 000 ingénieurs employés par l'entreprise dans le monde.

Renault a indiqué que les activités à forte valeur ajoutée — comme la stratégie d'ingénierie, le développement de technologies de pointe et la conception amont — resteront basées en France. En revanche, l'ensemble des pays accueillant des centres d'ingénierie, y compris le Maroc, devront appliquer des mesures d'ajustement.

Présentée par le directeur technique Philippe Brunet dans le cadre de la stratégie 2030 du groupe, cette décision a pour objectif de maintenir la compétitivité de Renault.



## Un nouvel établissement scolaire Français à Laâyoune

Ce nouvel établissement, intégré au réseau MLF Maroc, constitue une avancée majeure pour le développement de l'offre scolaire dans la région. Pensé pour recevoir jusqu'à 600 élèves, de la maternelle au baccalauréat, il vient répondre à une demande de plus en plus forte pour une éducation internationale de haut niveau.

Au-delà de sa mission éducative, ce projet illustre le dynamisme de la coopération entre le Maroc et la France. Il reflète une ambition commune fondée sur l'investissement dans la jeunesse, la diffusion des savoirs et l'ouverture sur d'autres cultures.

## Maroc : le HCP anticipe une croissance économique de 4,7% au deuxième trimestre 2026

Croissance prévue à 4,7%

Le Haut-Commissariat au Plan prévoit une croissance de 4,7% de l'économie marocaine au deuxième trimestre 2026, soutenue par la reprise agricole et la résilience de la demande intérieure.

La consommation des ménages progresserait de 4,2%, tandis que l'investissement resterait en modération avec une hausse de 3,8%. Le HCP souligne toutefois un effet de base important lié au rebond observé en 2025.

Le contexte international reste marqué par des incertitudes géopolitiques et des tensions sur les marchés de l'énergie. Une hausse des prix du pétrole pourrait accentuer l'inflation et peser sur la demande intérieure et certains secteurs industriels.



# LODJ

## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



*By Lodj*

# LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté  
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA  
magazines, hebdomadaires & quotidiens...



[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)

## Delair au Maroc : Rabat confirme son statut de base de projection industrielle vers l'Afrique

Le spécialiste français des drones Delair a choisi le Maroc pour y installer sa plateforme africaine. L'annonce dépasse le cas d'une seule entreprise : elle confirme une tendance plus profonde de repositionnement industriel et technologique.

Delair prévoit l'ouverture d'une filiale au Maroc, appelée Delair Africa, pour piloter son développement sur le continent. Plusieurs publications situent ce choix dans une logique à la fois industrielle, logistique et géopolitique : proximité avec l'Europe, environnement relativement stable, montée en compétence de l'écosystème marocain, et capacité de Rabat à servir de point d'entrée vers différents marchés africains.



## Espagne : tensions sur l'accord agricole avec le Maroc

Appel du Parlement à suspendre l'accord agricole avec le Maroc en cas de perturbation des prix

Une commission du Parlement espagnol a adopté une proposition appelant à suspendre l'accord commercial agricole avec le Maroc en cas de perturbation significative des prix ou des volumes.

Le texte, porté par le Parti populaire, prévoit un seuil de 5% au-delà duquel l'accord pourrait être remis en cause. Il demande également davantage de garanties et une révision des règles européennes de compétitivité agricole. La proposition a été adoptée malgré l'opposition d'une partie des socialistes.

Certains élus estiment toutefois que les accords actuels contiennent déjà des mécanismes de régulation. Ce vote reste non contraignant mais relance le débat sur les échanges agricoles entre le Maroc et l'Union européenne.

## Gestion de trésorerie : le Trésor place 1,9 milliard DH

La Direction du Trésor et des Finances Extérieures (DTFE) a procédé, lundi, à deux opérations de placement de ses excédents de trésorerie pour un total de 1,9 milliard de dirhams.

Dans le détail, un premier placement avec prise en pension, d'un montant de 1,6 milliard de DH, a été souscrit sur une journée à un taux moyen pondéré de 1,53%. En parallèle, un second placement en blanc, portant sur 300 millions de DH, a également été réalisé sur une maturité d'un jour, à un taux de 2,25%.

Ces opérations traduisent la gestion active de la trésorerie de l'État, dans un contexte de liquidité maîtrisée sur le marché monétaire.



By Lodj

# LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté  
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA  
**magazines, hebdomadaires & quotidiens...**

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)

## La pastèque marocaine en plein rebond

Une saison prometteuse pour la pastèque marocaine, portée par des volumes en forte hausse et une demande soutenue. Le Maroc s'apprête à lancer une nouvelle saison de pastèque particulièrement prometteuse, après deux années de reprise progressive.

Grâce à des conditions climatiques favorables et à la levée des restrictions liées à la sécheresse, les volumes devraient fortement augmenter. Les premières récoltes sont attendues à Zagora, avant une extension vers Agadir et Chichaoua. La qualité des fruits s'annonce élevée, tandis que les prix pourraient baisser en raison de l'abondance.

À l'export, la demande est déjà au rendez-vous, notamment en Europe. Cette campagne pourrait marquer le retour durable du Maroc comme acteur majeur du marché international de la pastèque.



## RMA et l'UM6P s'allient pour propulser l'InsurTech marocaine

RMA et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) ont officialisé un partenariat stratégique majeur. En rapprochant la recherche académique de haut niveau des besoins concrets du secteur de l'assurance, cette coopération vise à faire du Maroc un pôle africain de référence en matière d'innovation assurantielle. Il ne s'agit plus d'une simple ambition, mais d'un plan d'action concret.

À travers cet accord, RMA et l'UM6P posent les fondations d'un écosystème où l'expertise scientifique s'allie à la dynamique entrepreneuriale. Au centre de cette initiative figure le lancement d'un programme d'Open Innovation entièrement consacré à l'InsurTech (programme d'Open Innovation tourné vers l'action).

## Hausse persistante de la viande rouge au Maroc

Les députés questionnent l'efficacité des soutiens publics à l'élevage.

La hausse des prix de la viande rouge se poursuit au Maroc, dépassant parfois 130 dirhams le kilo, notamment pour les viandes ovines.

Cette inflation relance le débat sur l'efficacité des aides publiques destinées aux éleveurs. Au Parlement, des députés dénoncent un manque d'impact sur les prix à la consommation malgré les subventions accordées.

Ils pointent des dysfonctionnements dans la distribution et des effets de spéculation. Les tensions sur l'offre, liées à la sécheresse et aux coûts de production, aggravent encore la situation.



## Le Maroc double ses exportations de poivrons doux vers le Royaume-Uni en 2025

### Poivrons marocains au Royaume-Uni

En 2025, le Maroc a doublé ses exportations de poivrons doux vers le Royaume-Uni, atteignant environ 8 100 tonnes. Cette progression s'inscrit dans une dynamique spectaculaire, avec une hausse continue depuis 2020.

Le pays profite notamment de la forte demande hivernale et de la baisse de la concurrence européenne.

Grâce à des prix compétitifs et une logistique stable, le Maroc renforce sa position sur le marché britannique. Il se hisse désormais parmi les principaux fournisseurs de poivrons doux du Royaume-Uni.



## Hilton prévoit l'ouverture de 15 nouveaux hôtels dans des villes clés

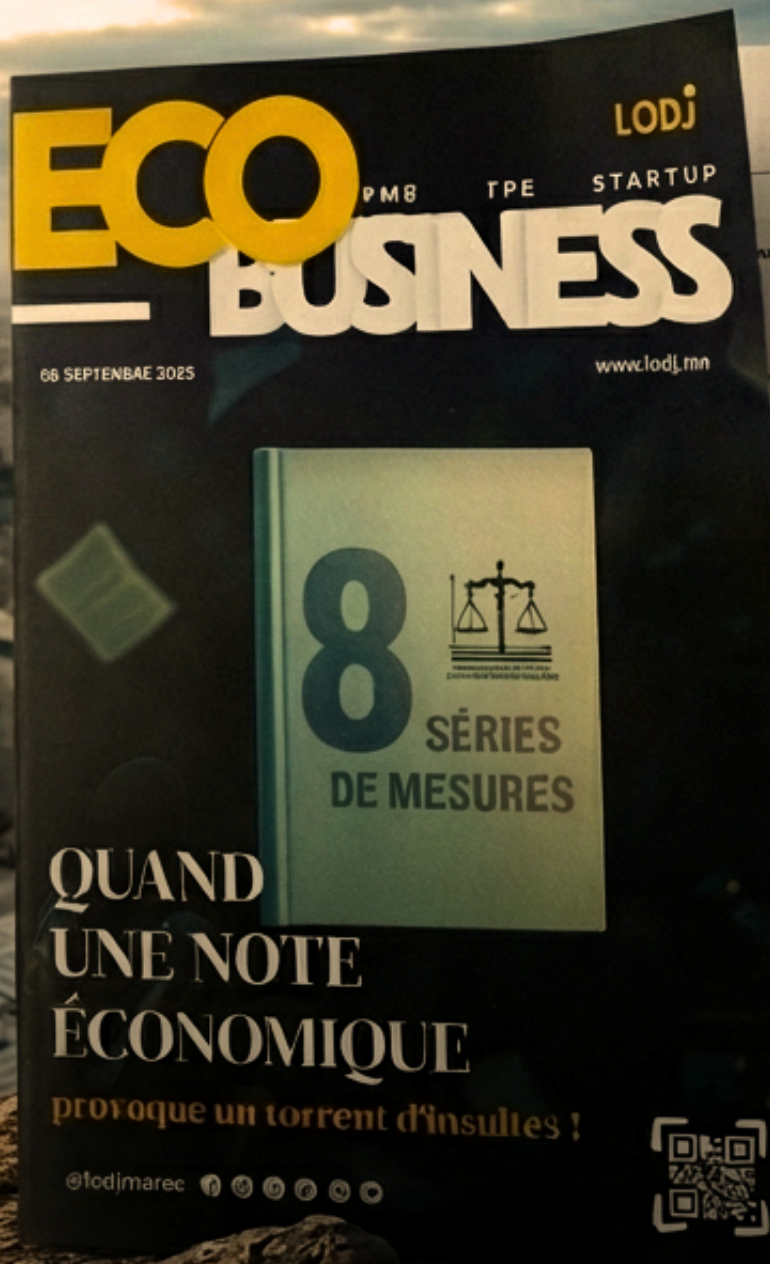
### Hilton double sa présence au Maroc

Hilton annonce l'ouverture de 15 nouveaux hôtels au Maroc, visant à plus que doubler sa présence dans le Royaume. L'expansion inclut des enseignes comme Tapestry Collection et Curio Collection dans des destinations comme Casablanca, Marrakech et Nador.

Le premier Hampton by Hilton ouvre à Benguérir, ciblant voyageurs d'affaires, universitaires et touristes. Cette croissance illustre la confiance des investisseurs internationaux dans le tourisme marocain, qui a accueilli 20 millions de visiteurs en 2025.

Le développement devrait générer plus de 2.000 emplois directs et renforcer l'offre hôtelière nationale.

By Lodj



# LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)

